

2017 - 2042

SCOT du Pays du Perche ornais



Partie 1 - Rapport de présentation

Partie 1.3 - Justification des choix

Document arrêté le : 22/12/2017

Document approuvé le : 21/09/2018

I - Sommaire

En application de l'article R.141-3 du Code de l'urbanisme, il est rappelé que le rapport de présentation est proportionné à l'importance du Schéma de COhérence Territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

La présente partie est donc ajustée selon cette considération fondamentale permettant de respecter le cadre commun sans pour autant alourdir inutilement la procédure / document.

I - SOMMAIRE.....	2
II - EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO.....	3
A - PREVISIONS ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES	3
B - BESOINS REPERTORIES A L'ISSUE DU DIAGNOSTIC DE TERRITOIRE	5
C - CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO	11
III - HIERARCHIE DES NORMES	14
A - PRINCIPE DE COMPATIBILITE.....	14
B - PRINCIPE DE PRISE EN COMPTE	19
IV - ETUDES DE DENSIFICATION	21
A - IDENTIFICATION DES ESPACES NECESSITANT UNE ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION.....	21
V - ANALYSE DE LA CONSOMMATION FONCIERE	22
A - ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX ANNEES PREALABLES A L'APPROBATION DU SCOT	22
B - JUSTIFICATION DES OBJECTIFS CHIFFRES DE LIMITATION DE CETTE CONSOMMATION.....	23
VI - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	26
A - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION	26
B - ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA SUR L'ENVIRONNEMENT	27
C - INCIDENCES NATURA 2000 ET SITES SIMILAIRES.....	32
D - MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET, SI POSSIBLE, COMPENSER S'IL Y A LIEU LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES OU NEGATIVES	36
E - JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	36
F - CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU SCHEMA.....	37
G - RESUME NON TECHNIQUE	37
SCOT - INDICATEURS DE SUIVI	38

II - Explication des choix retenus pour établir le PADD et le DOO

Conformément à l'article L.141-3 du Code de l'urbanisme le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment du vieillissement de la population et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agronomique, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

La présente partie s'attachera à expliquer les étapes relatives à la construction du PADD puis du DOO et à justifier également les choix retenus pour structurer un développement harmonieux et équilibré s'appuyant principalement sur :

- l'accueil de nouveaux habitants dans le cadre d'une « transition résidentielle »
- un développement souple et adapté du tissu économique local
- la valorisation du cadre de vie et nombreux atouts patrimoniaux du territoire.

A - Prévisions économiques et démographiques

En 2013, une convention de partenariat a été réalisée avec l'Insee de Basse-Normandie pour évaluer les dynamiques socio-économiques du Perche ornais comparativement notamment à d'autres territoires de référence situés également à proximité de la région parisienne (Pays d'Avre-Eure et Iton, Pays de Risle Charentonne, Pays du Perche d'Eure et Loir et Pays de Brie et Champagne).

Les prévisions démographiques et économiques projetées à horizon 2042 sur l'ensemble du périmètre SCOT s'appuient sur ce travail mené avec l'Insee et celui également réalisé avec l'EPFN sur l'observation foncière ; les parties suivantes exposent les principes retenus.

A.1 - Prévisions démographiques

Le territoire du Perche ornais a accueilli près de 900 habitants supplémentaires entre 1999 et 2009/2010 - évolution presque exclusivement liée au solde migratoire ≈ 90 % - soit un gain de population relativement important pour un territoire rural situé dans un département subissant un fort ralentissement démographique.

Le choix relatif au prolongement des tendances favorables des années 2000

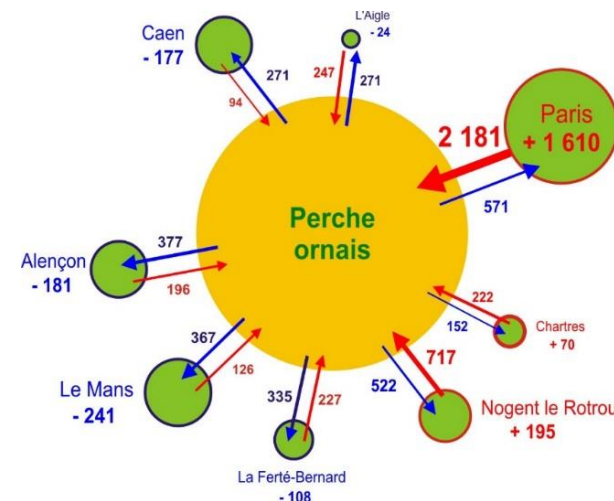
Le travail de projection réalisé par l'Insee a consisté à prolonger les tendances démographiques et migratoires de la période de référence sur une période d'environ 30 ans. La projection a uniquement été réalisée à l'échelle du Pays puisqu'il s'agit de la seule structure approchant le seuil minimal de 50 000 habitants de l'outil OMPHALE de l'Insee.

Cette caractéristique locale n'a ainsi pas permis de réaliser ces projections à l'échelle des communautés de communes ou de traiter plusieurs scénarios en fonction des choix projetés même si l'ajustement du scénario au fil de l'eau est presque systématiquement celui privilégié par les territoires donc sans incidences.

	2007	2010	2020	2030	2042	Variation
Population municipale	48 443	48 824	49 566	50 237	51 195	
Homme	23 869	24 021	24 323	24 662	25 059	+ 2 752
Femme	24 574	24 803	25 243	25 575	26 136	
+ de 75 ans	5 519	5 919	6 188	8 001	10 080	+ 4 561

PROJECTIONS TENDANCIELLES A HORIZON 2042, INSEE 2010 (REALISEE EN 2014)

Le prolongement des tendances à horizon 2042 permettrait l'accueil d'environ 2 700 habitants supplémentaires soit une augmentation de la population de plus de 5 % par rapport à celle observée en 2009/2010. L'attractivité résidentielle du territoire qui s'illustre par l'importance des apports migratoires - majoritairement en provenance de l'Île de France - permettra d'affirmer la richesse des aménités du territoire mais aussi d'appuyer le secteur économique (bâtiment notamment).



MIGRATIONS RESIDENTIELLES AVEC LES PRINCIPALES AIRES URBAINES ENTRE 2003 ET 2008

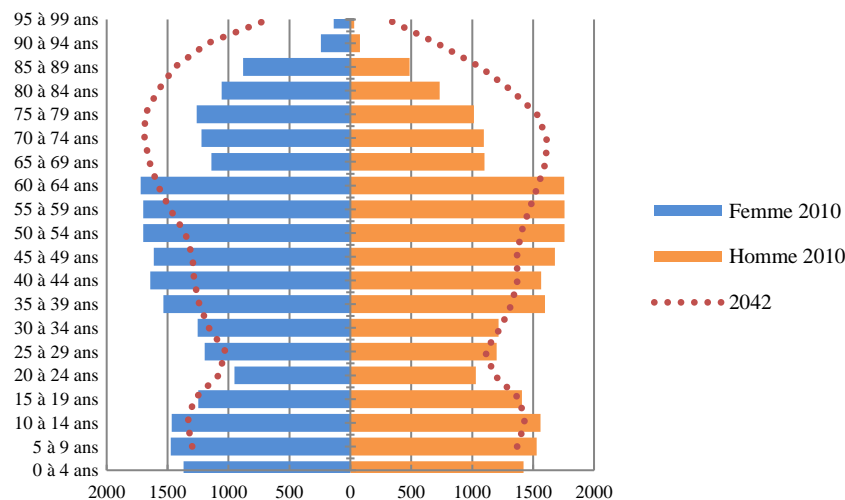
S'agissant des dynamiques observées au sein du référentiel, la population projetée sur cette période progressait de près de 15 % en moyenne permettant ainsi aux territoires de valider une projection à la fois ambitieuse mais réaliste au regard de l'attractivité réelle du territoire.

Les échanges et le choix sur le scénario démographique

Le travail mené avec l'Insee a conduit à une validation rapide des choix en matière d'accueil de nouveaux habitants - *sur la base de la prolongation de tendances favorables / réalistes* - et d'échanger non pas sur différentes dynamiques hypothétiques mais plutôt sur l'offre à structurer pour accueillir cette population.

La ventilation de l'apport démographique a été validée de manière à rester proportionnelle au poids démographique de chacune des intercommunalités (Insee - Population municipale 2009 - 2010).

Le travail réalisé dans le cadre des PLU(i) permettra de décliner ces hypothèses à l'échelle des communes en fonction des besoins qui découlent des dynamiques observées ou des choix liés à l'attractivité plus importante de certains espaces (RN 12, frange eurélienne, proximité de Nogent-le-Rotrou, La Ferté-Bernard...).



PROJECTION DE LA POPULATION A HORIZON 2042, INSEE 2010 SUR LA BASE D'UNE PROJECTION REALISEE EN 2014

L'âge moyen des habitants du Perche ornaïs va - *selon ces prévisions* - atteindre 47,8 ans, soit 4,7 ans de plus qu'en 2010 en considérant les plus de 65 ans. Cette perspective a ainsi contribué à définir les besoins permettant de répondre aux projections. L'estimation des besoins sur le nombre de places au sein des EHPAD est directement issue des tendances projetées par l'Insee. Les 120 places supplémentaires permettraient d'atteindre le seuil de 1000 lits et ainsi répondre partiellement à l'augmentation des plus de 75 ans qui passeraient de 6 à 10 000 dans la population totale en seulement 30 ans.

L'augmentation de la capacité d'accueil et la diversification de cette dernière (*résidences seniors notamment*) permettront de répondre à l'évolution des besoins identifiés. L'adaptation de cette capacité d'accueil permettra de conserver l'attractivité du Perche ornaïs vis-à-vis des retraités en provenance majoritairement de la région francilienne.

Les enjeux sur le volet démographique - issus des ateliers - restent communs à la plupart des territoires avec le souhait de renforcer l'attractivité du territoire, maintenir la population – jeunes actifs ou ménages notamment - mais aussi accompagner le vieillissement programmé de la population.

A.2 - Prévisions économiques

Le territoire du Perche ornaïs bénéficie depuis 1990 d'une augmentation progressive du nombre d'emplois dont l'importance du secteur industriel (27 % *des emplois en 2010*) a nécessairement subi l'impact de la crise économique de 2008. Incidence visible notamment sur quelques grandes entreprises locales comme Gestamp Sofedit sur le secteur du Theil.

La structure de l'emploi du Perche ornaïs pourrait ainsi poursuivre lentement sa progression dans le secteur tertiaire (*déjà 55 % des emplois en 2010*) et l'activité présente dynamisée par les franciliens désirant s'installer sur le territoire influençant nécessairement le secteur de l'artisanat.

Les choix menés en matière de tourisme (*préservation et valorisation des patrimoines, renforcement de l'offre touristique et de loisirs → dynamiser la fréquentation touristique et l'emploi*) contribueront également à renforcer la part de ce secteur dans l'emploi total (2,5 % contre 2,9 % dans le référentiel en 2010 – Insee).

Le renforcement de l'accessibilité (*mise en 2x2 voies de la RN 12*), le maintien de l'offre ferroviaire, la diversification des services et équipements offerts les objectifs sur la Silver & Green éco permettront au territoire d'engager une transition dans le cadre d'une transformation progressive du tissu économique.

Concernant l'économie agricole, la réduction du nombre d'exploitations implique une plus grande vigilance sur la préservation des évolutions possibles, la réglementation et le soutien / préservation du potentiel de diversification.

La dynamique économique étant relativement faible au moment de l'élaboration du SCOT (+ 750 emplois entre 1999-2010 avant un fléchissement de la dynamique), le projet s'est axé sur la nécessité d'autoriser des renforcements et implantations en cohérence avec la nature du tissu économique existant.

L'objectif étant de rester flexible sur les évolutions tout en étant beaucoup plus rigoureux sur la qualité des implantations (*qualité paysagère et architecturale, aspect environnementaux*).

En vue de répondre aux enjeux démographiques, le territoire doit être en mesure de renforcer le tissu économique local tout en préservant le cadre de vie et le renforcement de l'offre en équipements, services ou loisirs.

B - Besoins répertoriés à l'issue du diagnostic de territoire

Les éléments développés dans les sous-parties qui suivent rappellent les enjeux issus du diagnostic de territoire, les hypothèses / prévisions retenues en vue de répondre aux besoins et justifient les choix réalisés par le territoire dans le cadre du PADD et du DOO.

B.1 - Besoins en matière d'aménagement de l'espace (choix relatifs à l'urbanisme et à l'équilibre social de l'habitat)

a) Hypothèses de développement du SCOT à horizon 2042

Les hypothèses de développement du SCOT sont basées sur trois éléments clés intégrant le point mort démographique, l'effet démographique lié à l'accueil de nouveaux habitants et les choix sur l'évolution des facteurs à l'origine du point mort : desserrement de la population, renouvellement et fluidité du marché (*variation des logements vacants et des résidences secondaires*). La déclinaison par EPCI des hypothèses figure également en annexe 1 du DOO (*Pièce n°3 du SCOT*).

Point mort	1999	2009	Variation 1999 - 2009	Variation annuelle	Données
Desserrement	20535	19332	-1 203	-120	Variation de la population et de la taille des ménages (2,4 puis 2,26 pers./foyer)
Renouvellement	2014	1749	-265	-27	Sit@del 1998 – 2007 (logements construits) Insee 1999 – 2008 (évolution du parc)
Vacance	1841	2192	-351	-35	LV 2009 vs LV 1999
Résidences secondaires	5611	5415	196	+20	RS 2009 vs RS 1999
Nombre de logements consommés			-1 623		-162
Nombre de logements réalisés			2 014		Soit 391 logements ayant accueilli 885 habitants

ESTIMATION DU MORT DEMOGRAPHIQUE A L'ECHELLE DU PAYS SUR LA PERIODE 1999-2009

La simple modification du mode de cohabitation et le vieillissement de la population induisent ¾ des besoins pour maintenir la population et font ainsi évoluer fortement le nombre de résidences principales.

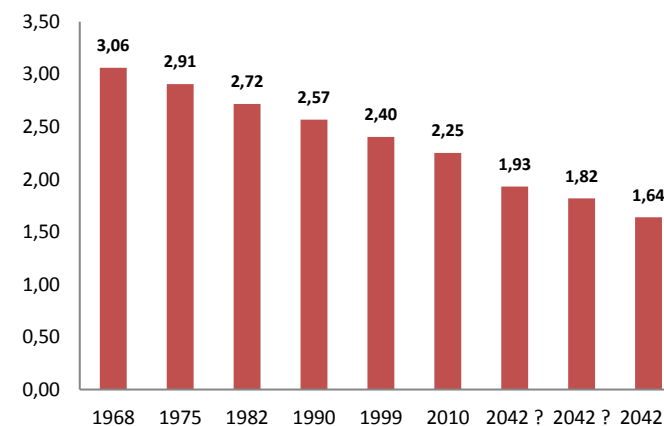
b) Besoins non satisfaits sur la période 1999-2009

Besoins non satisfaits	Point mort	Accueil ménages	Besoins réels	Logements construits	Besoins non satisfaits
Bassin de Mortagne	679	14	693	693	0
Collines Perche normand	Val d'Huisne	123	107	231	240
	Pays bellêmeois	314	-72	242	243
	Perche rémalardais	79	163	242	248
Cœur du Perche	Perche sud	204	1	205	226
	Haut-Perche	102	103	204	176
Hauts du Perche	Pays Longny	122	70	192	188
Pays	1623	387	2010	2014	-4

ESTIMATION DES BESOINS NON SATISFAITS SUR LA PERIODE 1999-2009

L'estimation des besoins non satisfaits permet de quantifier le nombre de logements à ajouter ou à déduire du point mort démographique en vue d'établir le nombre total de logements à réaliser annuellement. Nombre de logements permettant ensuite de définir les enveloppes foncières par intercommunalité en fonction des densités projetées (11 à 13 lgts/ha).

c) Evolution de la taille des ménages pour le calcul du desserrement



EVOLUTION THEORIQUE DE LA TAILLE DES MENAGES A HORIZON 2042 EN FONCTION DES CHOIX (PETR PPO 2014)

Le desserrement des ménages représente à lui seul ¾ du point mort démographique et plus de la moitié du potentiel en logements à générer pour maintenir la population puis accueillir de nouveaux habitants.

La prolongation de la tendance 1968-2010 à horizon 2042 donnerait un ratio de 1,64 personnes par foyer, soit une augmentation de près de 27 % par rapport à celui de 2010.

La prolongation de la tendance 1999-2010 entrainerait une réduction de 20 % de la taille ménages avec un ratio de 1,82 personnes par foyer alors que le report de la tendance 1990-1999 entrainerait une réduction de l'ordre de 27 % (*ratio de 1,93*). La prolongation de ces dynamiques est notamment liée à la poursuite du vieillissement de la population pondéré localement par l'accueil d'actifs.

Le projet de SCOT - *ne souhaitant pas augmenter artificiellement les besoins en matière de logements* - a basé son développement sur une réduction progressive de cette dynamique à hauteur de 20 % à horizon 2025 (2,08 / poursuite de la tendance 1999-2010) puis de 35 % à horizon 2042 (1,97 / *fléchissement plus important de la dynamique en lien avec les projections de l'Insee - évolution de la pyramide des âges*).

Les dynamiques sur chacune des 7 intercommunalités historiques du projet de SCOT ont été ajustées de manière à pondérer positivement ou négativement les évolutions et ainsi contribuer à rééquilibrer les projections. L'objectif étant de structurer un développement résidentiel cohérent et harmonieux.

		Taille des ménages				
		2042	2025	2009	1999	Variation (99/09)
Bassin de Mortagne		1,93	2,06	2,25	2,40	-6,4 %
Collines	Val d'Huisne	2,10	2,19	2,36	2,46	-3,8 %
Perche normand	Pays bellêmeois	1,93	2,05	2,22	2,36	-5,9 %
Cœur du	Perche rémalardais	1,93	2,02	2,19	2,26	-3,1 %
Perche	Perche sud	2,11	2,20	2,41	2,63	-8,5 %
Hauts	Haut-Perche	1,96	2,09	2,27	2,43	-6,4 %
du Perche	Pays Longny	1,89	1,97	2,16	2,37	-8,7 %
Pays		1,97 (-35 %)	2,08 (-20 %)	2,26	2,40	-5,9 %

PROJECTION DE LA TAILLE DES MENAGES A HORIZON 2042 (PETR PPO 2014)

Les dynamiques observées puis projetées à l'échelle des intercommunalités ont été accélérées / ralenties en fonction de l'importance ou de l'absence de desserrement sur la période de référence. Les communautés de communes ayant eu un faible desserrement de la population (*Perche rémalardais par exemple*) ont bénéficié d'un rattrapage permettant d'anticiper une accélération de la dynamique au cours des prochaines décennies.

L'ajustement de ce paramètre a induit une baisse de l'incidence annuelle du desserrement de 11 % à horizon 2025 (107 lgts/an) puis de près de 25 % sur la seconde période à horizon 2042 (92 lgts/an).

d) Evolution du renouvellement du parc de logements

Le renouvellement du parc de logements projetés est de 1,5 %. Le chiffre est issu à la fois d'une étude de la DREAL Pays de la Loire de 2013 - *dont la norme de renouvellement pour les parcs anciens avec une vacance relativement importante est de 3 à 4 %* - puis d'une pondération à l'échelle des communautés afin de ne pas conserver des chiffres trop élevés liés à une vacance importante sans être critique.

Le taux de renouvellement annuel varie ainsi de 1 % pour les communautés ayant une vacance faible (*Pays de Longny / Val d'Huisne*) à 2 % pour les communautés ayant une vacance plus élevée et surtout un renouvellement naturel plus important (*Bassin de Mortagne*). Le taux moyen de 1,5 %, diminue légèrement au fur et à mesure de l'augmentation du parc de résidences principales (*RP*) puisque la simulation a été réalisée avec un nombre de *RP* fixe. Le renouvellement du parc génère un besoin annuel de l'ordre de 43 logements.

e) Evolution de la fluidité du marché

La fluidité du marché est le dernier des trois facteurs contribuant au calcul du point mort démographique et à son ajustement dans le cadre des projections 2025/2042.

Le Parc de logements vacants augmente depuis 1990 quand celui des résidences secondaires diminue ; la projection du SCOT à horizon 2025 est basée sur une réduction de l'ordre de 50 % de la dynamique relative aux résidences secondaires (*réduction de la transformation des RS en RP avec une stabilisation de la tendance observée*) et à une augmentation de l'ordre de 30 % de celle relative aux logements vacants. Ces ajustements sont à considérer par rapport à la période de référence 1999/2009 et permettent de pondérer les évolutions pour modérer les besoins.

Quelques ajustements mineurs ont été intégrés pour éviter une tension sur le marché du logement de certaines intercommunalités (*Perche rémalardais notamment*) ayant une dynamique légèrement contraire sur la vacance avec une réduction de cette dernière.

Pour la seconde période (à horizon 2042), la projection du SCOT est basée sur une réduction de l'ordre de 65 % de la dynamique sur les résidences secondaires et à une stabilisation de celle des logements vacants vis-à-vis de la période de référence.

A noter qu'il est nécessaire de conserver une part de logements vacants de l'ordre de 5 à 6 % dans la structure du parc de manière à favoriser notamment la mobilité des ménages. Les évolutions à venir sur le parc social - *chantiers de démolitions / reconstructions* - vont directement influencer la part de vacance stratégique des bailleurs et ainsi faire évoluer le taux de vacance (*théoriquement 102 logements concernés avec une réduction également du nombre de logements*).

En considérant le taux de vacance nécessaire pour préserver une fluidité cohérente et suffisante du marché, le nombre de logements vacants à résorber est estimé à environ 740 logements (*moyenne des logements vacants 2009-2010 / taux de 5,5 %*).

En y ajoutant la progression projetée (808 logements – 455/353), les objectifs relatifs à la vacance (130 logements) ainsi que l'incidence sur la résorption de la vacance stratégique (102 logements), on peut considérer que l'action minimale ciblée concerne d'ores et déjà 15 % du parc de logements vacants. La part de logements vacants à horizon 2042 resterait à un taux équivalent à ceux de 2009 (7,7 %) - 2010 (8,5 %) représentant 8,3 % du parc de logements (2 890 sur 35 081 logements).

La projection relative à la stabilisation du parc de résidences secondaires entraînerait une réduction de l'ordre de 165 (98/67) pour atteindre 5 196 unités soit 14,8 % du parc (*réduction de l'ordre de 3 à 4 %*).

f) Projection du point de stabilisation démographique à horizon 2025 puis 2042

Renouvellement du Parc	Desserrement		Fluidité des marchés		Point mort démographique	
	2025	2042	2025	2042	2025	2042
43	107	92	36	29	185	163
+ 60 %	- 11 %	- 24 %	+ 140 %	+ 93 %	+ 14 %	+0,6 %

PROJECTIONS ET AJUSTEMENT DU POINT MORT DEMOGRAPHIQUE A L'ECHELLE DU PERCHE ORNAIS ; PETR PPO 2014

Les différentes hypothèses ont permis d'ajuster les besoins à l'échelle des différentes communautés de communes dont le précédent point mort démographique ne pouvait être transposé en l'état. Le point de stabilisation démographique était de 68 lgts/an pour le Bassin de Mortagne et seulement de 8 lgts/an pour le Perche rémalardais ; des seuils hétérogènes nécessairement déconnectés des besoins à venir.

L'impossibilité de reconduire l'estimation issue de la période de référence a entraîné des ajustements sur les hypothèses de développement à horizon 2025 puis 2042 ; deux périodes permettant de pondérer nettement les besoins.

L'ajustement des besoins à l'échelle du Pays a généré une augmentation de seulement 7,4 % du point de stabilisation démographique (174 contre 162 sur la période 99-2009) illustrant le souhait de ne pas mettre en concurrence la production

de logements neufs avec la réhabilitation de l'ancien / le renouvellement contre la régression des surfaces agricoles ou naturelles.

g) Besoins en logements entre 2009 et 2025 (constructions / réhabilitations)

Pt mort 2009-2025	Effet demo.	Logements à construire	Logements /an 2009-2025	Construction 2008-2012	Reste	Logements /an 2014-2025
3150	649	3795	223	861	2934	245
Logements /an 2014-2025	Intégration de l'objectif vacance		Logements par an 2014-2025	Logements par an 2026-2042	Logements par an 2014-2042	
245	111 + 19		234	212	221	

REPARTITION DE LA PRODUCTION ANNUELLE DE LOGEMENT A HORIZON 2042, PETR PPO 2014

Les besoins annuels à horizon 2042 sont estimés à 221 logements à créer pour répondre aux objectifs de développement. La période est découpée en deux avec une dynamique plus importante sur la première partie - *correspondant aux premiers PLUi* - puis une seconde partie qui permettra d'ajuster les estimations au regard des dynamiques.

La production annuelle intègre à la fois les besoins non satisfaits sur la période 1999-2009, l'effet démographique (2 700 habitants / moyenne de 2,08 personnes par foyer), la construction de logements neufs réalisés entre 2009 et 2013 (861) ainsi que l'objectif minimal relatif à la résorption de la vacance (1 logement par commune intégrant l'objectif complémentaire du Pays bellêmois / 111 + 19). Les moyens limités pour résorber la vacance ne permettent pas de fixer des objectifs plus ambitieux.

La dynamique annuelle de 221 logements (*période de 29 ans*) induit la réalisation de 6 409 constructions impliquant une progression de l'ordre de 22 % (*soit 0,8 % par an contre 1,1 % entre 1968 et 2010*) du parc de logements et de 29 % du parc de résidences principales (26 995 soit 1 % par an contre 0,9 % sur la période 1968-2010).

A noter que les différents paramètres ajustés et cumulés à l'effet démographique ne représentent qu'une variation comprise entre 5 et 10 % des dynamiques observées au cours des années 2000.

		1998 à 2007	Sit@del	2001 à 2011
Bassin de Mortagne		69		67
Collines Perche normand	Val d'Huisne	24		22
	Pays bellêmois	24		24
Cœur du Perche	Perche rémalardais	25		26
	Perche sud	23		23
Hauts du Perche	Haut-Perche	18		24
	Pays Longny	19		23
		202		209

LOGEMENTS COMMENCES EN DATE REELLE, BASE DE DONNEE SIT@DEL (DREAL 2014)

h) Structure et évolution du parc de logements

L'état des lieux réalisé dans le cadre du diagnostic du SCOT a montré l'importance de diversifier et modifier la structure actuelle du parc de logements notamment sur les points suivants :

- Réduire la part et le poids des logements individuels dans la structure du parc
- Faire évoluer les formes et l'organisation urbaines
- Augmenter la surface et le nombre de logements collectifs
- Maintenir l'importance et la diversité des logements sociaux dans le parc de logements ainsi qu'une implantation à minima à l'échelle des pôles locaux
- Faire évoluer progressivement le statut d'occupation des RP (Po/LP/LS) en vue de fluidifier notamment les parcours résidentiels
- Ne pas cibler exclusivement l'offre en logements avec la taille des ménages

Le PADD et le DOO viennent compléter successivement les attentes en matière de mixité des fonctions, de parcours résidentiels et d'équilibre social de l'habitat afin de répondre aux « insuffisances actuelles » du parc de logements mais également maintenir ses atouts.

i) Enveloppes foncières destinées à l'habitat par intercommunalité

En vue de favoriser une urbanisation plus efficiente des sols, le PADD a fixé à 12 le nombre de logements à réaliser par hectare (*densité moyenne brute*) permettant ainsi de cibler un niveau d'occupation du sol plus cohérent ; pour mémoire la densité moyenne était de 7,9 lgts/ha entre 2000 et 2011. L'augmentation de la densité permettra de cibler une diversification des logements - *collectifs notamment* - en fonction de la localisation des projets en vue de répondre aux besoins.

L'annexe n°1 du DOO synthétise la ventilation des besoins à l'échelle du Pays et des 7 intercommunalités historiques du projet de SCOT.

Logements par an	2014 2042	Densité brute	Foncier (dont 10 % de rétention foncière)	Conso. annuelle	Période de référence (2000-2011)	Modération foncière
Bassin de Mortagne	79	13	195	6.6	7,7	13 %
Collines du Val d'huisne	29	12	78	2.7	2,8	3 %
Perche normand	33	12	88	3.0	3,0	- 1 %
Cœur du Perche rémalardais	26	12	69	2.4	4,9	52 %
Perche Sud	17	11	48	1,7	3,0	44 %
Haut-Perche	18	11	53	1.8	3,1	42 %
Pays de Longny	18	11	53	1.8	4,2	57 %
Pays	221	12,05	584	20,1	28,8	30 %

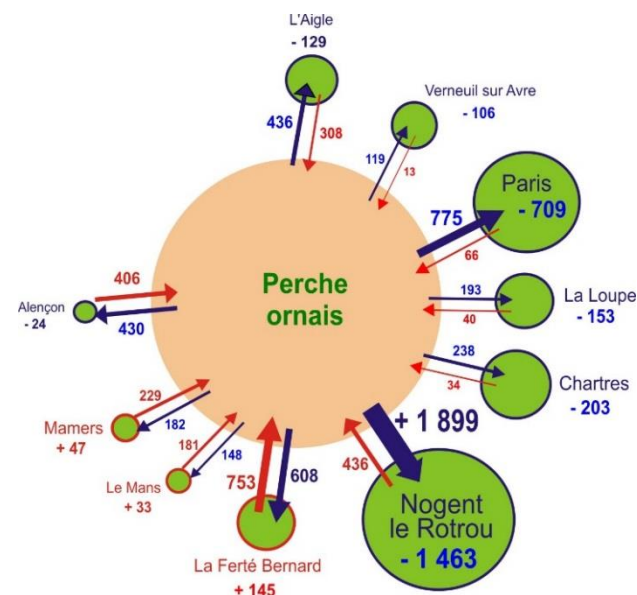
VENTILATION DES DENSITES ET ENVELOPPES FONCIERES PAR INTERCOMMUNALITE, PETR PPO (2014)

Avec une densité de 12 logements et une rétention foncière de 10 %, l'enveloppe à vocation habitat du SCOT est de 584 ha (*20,1 ha sur 29 ans*). Les choix effectués permettent de projeter une modération minimale de la consommation foncière de 30 %. En considérant qu'1/3 des surfaces seront mobilisées en densification (*objectifs du PADD / DOO*), la modération théorique du SCOT se situe à plus de 50 % (*13,4 ha/an contre 28,8 sur la période de référence*).

Le maintien des dynamiques observées sur l'accueil et la création de logements ainsi que les efforts menés sur la modération de la consommation foncière - notamment sur la densité avec une amélioration de l'ordre de 50 % / moyenne de 12 lgts par ha - permettent de répondre amplement aux objectifs du projet politique (*modération de l'ordre de 20 %*) tout en dégageant une souplesse sur le volet économique.

B.2 - Besoins en matière de transport et déplacements

Le diagnostic a montré l'importance des déplacements sur les principaux axes du territoire (*RN 12, RD 912, RD 923, RD 955, RD 938...*) et des actifs vers les territoires voisins ainsi qu'une absence d'offre alternative réellement attractive et d'importance pour le territoire. L'objectif étant de réduire la part des déplacements motorisés, favoriser l'utilisation de transports doux et propres en vue de limiter la distance parcourue par l'ensemble des habitants et notamment les actifs.



DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL AVEC LES PRINCIPALES AIRES URBAINES (INSEE 2010)

Le projet de SCOT met ainsi l'accent sur la structuration d'une offre alternative cohérente avec les besoins pour un développement des mobilités respectueuses de l'environnement. Les dispositions suivantes figurent ainsi dans le DOO :

- Favoriser le maintien des transports collectifs existants (ferroviaire, TAD)
- Travailler la structuration du territoire de manière à réduire les déplacements
- Prioriser la structuration de l'offre résidentielle en renouvellement / densification
- Structurer une offre alternative en cohérence avec l'armature du territoire (aires de covoiturage, électromobilité, déplacements et cheminements doux...)
- Prioriser l'ouverture à l'urbanisation à proximité des gares et haltes ferroviaires et optimiser les densités dans un rayon de 1 km (15 à 20 lgs/ha)
- Encourager la mutualisation des stationnements dans les projets économiques et résidentiels tout en aménagement systématiquement dans les ZES existantes des parkings mutualisés et stationnement de 5 à 10 véhicules pour les engins non motorisés.

Le principal besoin du territoire à l'issue du diagnostic étant d'enclencher une dynamique autour d'une base mobilité cohérente avec la configuration du territoire, le choix des élus s'est porté sur des principes simples et progressifs en vue d'améliorer l'offre disponible pour les habitants / entreprises.

Les attentes sur la densité minimale autour des gares sont issues d'une réflexion autour de la disponibilité foncière (*seulement quelques hectares autour de trois équipements : gares / haltes ferroviaires de Bretoncelles, Condé sur Huisne et Le Theil sur Huisne*), des contraintes en matière de risque inondation et du nombre de logements réalisé par ha consommé à proximité des espaces disponibles (*≈ 12/13 lgs par ha sur les lotissements limitrophes*). La variation de la densité en fonction de la distance permettra d'ajuster les efforts à mener en vue d'optimiser objectivement l'usage du foncier à proximité de l'accès ferroviaire qui constitue le principal transport collectif structurant du Perche ornais (*échelle supra-départementale*).

B.3 - Besoins en matière d'équipements et de services

Le diagnostic du SCOT (*Pièce 1.1 – partie VII*) à montrer la richesse et la répartition satisfaisante des équipements et services du territoire tout en exposant certaines insuffisances, notamment dans le domaine de la santé (*absence de certains spécialistes*), de l'accueil des seniors et de la petite enfance.

L'Axe 10 du DOO édicte un certain nombre de principes permettant de clarifier le positionnement du territoire vis-à-vis de cette problématique tout en précisant les offres complémentaires à mettre en place en vue de répondre aux besoins identifiés tout au long de la procédure :

- Pôles / maisons médicales et maintien des spécialistes dans le domaine de la santé
- Accueil des seniors en vue d'adapter quantitativement puis diversifier l'offre
- Structures collectives complémentaires pour les jeunes enfants
- Mettre en cohérence l'accueil touristique (signalétique / aires camping-cars)
- Pas de besoins spécifiques sur les STEP au-delà des réhabilitations projetées.

Conformément aux principes et objectifs du SCOT, ces équipements et services seront majoritairement situés dans l'enveloppe urbaine, sur des espaces artificialisés ou d'ores et déjà comptabilisés ; l'objectif étant globalement de développer les conditions de maintien et d'accueil des habitants ce qui passe nécessairement par un développement de l'offre adapté aux besoins identifiés.

La réalisation de certains d'entre eux induira une artificialisation des sols non quantifiable au moment de l'élaboration du SCOT. Au-delà de celle pouvant être générée par la mise en 2x2 voies de la RN 12, l'impact de ces aménagements devrait rester marginal car ponctuels et situés dans l'enveloppe urbaine.

B.4 - Besoins en matière de développement économique

L'état des lieux réalisé sur les zones économiques dans le cadre du diagnostic du SCOT a montré l'importance des surfaces à vocation - ou potentiellement à vocation économique - ainsi que la nécessité de réorganiser l'ensemble des réserves foncières dans une logique désormais (inter)communautaire ; le nombre d'entités identifiées étant amplement suffisant avec 53 espaces dédiés en périphérie des pôles.

L'offre relative à l'accueil de nouvelles entreprises dans des pépinières ou maisons dédiées semble être également une offre complémentaire à structurer pour soutenir le développement économique et diversifier les réponses. Cette offre est notamment absente ou insuffisante sur la quasi-totalité du territoire.

Les besoins en matière de développement économique répondent aux logiques suivantes :

- **Pôles principaux** (2/3 de l'enveloppe foncière) : renforcer l'accueil et le rayonnement des polarités principales qui bénéficient notamment de la proximité des axes majeurs et d'implantations importantes (nombre d'entreprises / emplois)
- **Pôles secondaires** (1/3 de l'enveloppe foncière) : permettre un développement adapté et proportionné des sites permettant à la fois de répondre aux besoins de l'existant et à l'accueil de nouvelles entreprises ou activités économiques.

Comparativement à la période de référence (7,7 ha/an), l'enveloppe annuelle maximale dédiée au développement économique ne pourra excéder une progression de l'ordre de 24 % pour s'établir à 9,6 ha/an, soit « 278 ha » sur une période de 29 ans (163 ha à horizon 2025 dont 1/3 sur des surfaces d'ores et déjà consommées). La projection du SCOT reprend ainsi la dynamique observée au cours des années 2000 avec 1 ha consommé pour près de 11 emplois créés (ratio presque symptomatique du développement économique des espaces ruraux).

Les évolutions des entreprises isolées ne sont pas comptabilisées dans cette estimation permettant de limiter les écarts lors de la projection des besoins (constat identique sur la période de référence).

Tout en laissant la possibilité de créer des zones nouvelles - *qui devraient nécessairement intégrer des mesures environnementales exemplaires* - la stratégie relative au développement économique ne prévoit pas d'implantations spécifiques sur le territoire et privilégie ainsi le développement en continuité de l'existant. C'est le cas notamment de la zone Sainte-Anne avec un agrandissement - *de l'ordre de 8 ha* - de cette entité économique intégré au projet de SCOT faisant le lien avec la valorisation des axes structurants pour le développement économique.

L'enveloppe prévue - *115 ha* - pour le développement économique entre 2025 et 2042 est à considérer comme une réserve venant compenser les surfaces mobilisées par le développement ou l'implantation de nouvelles entreprises au cours de la période initiale. Il ne s'agit donc pas de surfaces venant amplifier les réserves économiques en vue de retourner à une situation antérieure avec un potentiel mobilisable de 161 ha sur seulement quelques zones du territoire (cf. *évaluation foncière du diagnostic stratégique – Partie 1.1 / C.3*).

L'objectif du SCOT est ainsi de favoriser puis d'augmenter les potentialités d'emplois sur le territoire afin d'offrir localement – *à la population actuelle et future* – des emplois adaptés aux besoins tout en conservant la diversité existante ; ce choix permettra également de répondre aux maintiens de l'offre en équipements, services et commerces du territoire tout en limitant les obligations de déplacement.

Les choix explicités dans la partie C.4 abondent dans ce sens permettant de maintenir les équilibres et encadrer les évolutions possibles / souhaitées afin de maintenir l'importance des emplois agricoles – *directs et indirects* – pour le territoire et plus généralement l'entretien des paysages et du cadre de vie.

B.5 - Besoins en matière d'agriculture et de préservation du potentiel agronomique

Le diagnostic de territoire a montré l'importance de l'agriculture dans l'économie locale avec 13 % des emplois totaux et la valorisation / entretien des paysages avec une SAU qui occupe 2/3 de la surface du Pays. La préservation de la vocation agricole des terres est une nécessité permettant de limiter la dynamique d'artificialisation des sols qui consomme plus de 43 ha par an.

Cette activité structurante pour le territoire permet également d'entretenir les paysages et contribue ainsi à la richesse du cadre de vie ; une vigilance sur les contraintes pouvant provenir des dispositions d'urbanisme est à maintenir durablement tout comme le soutien - *sous différentes formes* - à l'économie agricole.

B.6 - Besoins en matière d'environnement et de biodiversité

Les enjeux issus de l'Etat Initial de l'Environnement (*Partie 1.2*) et de la stratégie politique du territoire montrent l'importance de préserver durablement les ressources et la richesse du patrimoine existant en valorisant collectivement ces éléments (*haies, arbres, territoires humides, boisements, forêts...ensembles bâtis, bourgs, hameaux ou écarts patrimoniaux*).

Le SCOT souhaite ainsi maintenir les équilibres existants pour favoriser l'atteinte des objectifs sur la qualité des paysages, l'attractivité, le maintien de la qualité de vie, la biodiversité...gestion des milieux ou des espaces sensibles.

Le territoire du Perche ornaïen bénéficie également de sites remarquables à l'échelle régionale et de nombreux cours d'eaux et têtes de bassins que le projet de SCOT et les PLU(i) s'attacheront à préserver pour maintenir le capital environnemental (*et le renforcer dans le cadre de la restauration des corridors*).

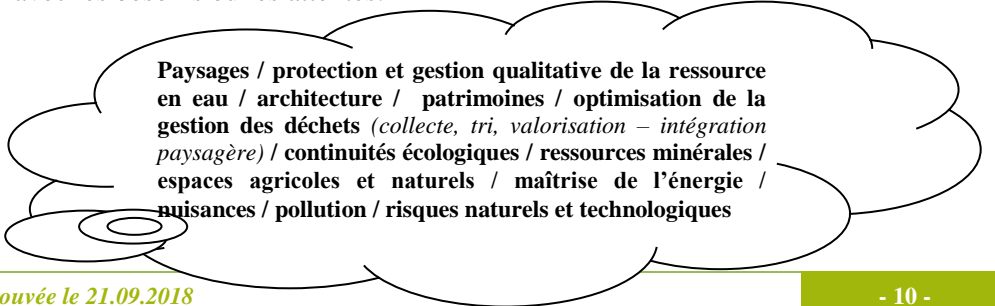
Une amélioration est également à engager sur la gestion des eaux pluviales ou la valorisation des déchets afin de viser un recyclage plus important de la ressource et des matières utilisées.

L'intégration architecturale et paysagère des projets apparaît comme une nécessité afin de limiter les nuisances visuelles et la banalisation des paysages ; tout aménagement devra contribuer à préserver l'espace qu'il consomme.

Le thème de l'énergie est une composante à renforcer dans la construction des projets en vue d'augmenter progressivement la part des énergies renouvelables produites / consommées localement tout en réduisant l'impact du territoire sur le climat (*pollutions atmosphériques, consommation de ressources fossiles...*).

La valorisation des ressources locales - *minérales ou végétales* - est à privilégier pour réduire l'emprunte carbone et engager le territoire dans une démarche vertueuse.

Les enjeux environnementaux du territoire présentent une importance variable qui reste difficilement hiérarchisable et qui ne pourrait que générer une inadéquation avec les besoins ou les attentes.



C - Choix retenus pour établir le PADD et le DOO

Au regard des prévisions et des besoins identifiés dans le cadre de l'élaboration du projet des choix ont été faits suite à des étapes successives d'état des lieux ou d'échanges lors d'ateliers. Les travaux sur le diagnostic ont permis de mieux positionner les enjeux et besoins du territoire qui figurent dans le projet politique (PADD) puis dans sa transcription réglementaire (DOO).

Le PADD puis le DOO permettent ainsi de définir le cadre du projet et les moyens d'y parvenir en y intégrant les choix politiques contribuant à orienter le projet de SCOT ou le positionnement du territoire.

La structure du DOO permet de répondre aux attentes réglementaires du Code de l'urbanisme tout en y réintégrant le cadre du projet fixé dans les 5 axes / grandes orientations thématiques du PADD par les élus du territoire :

Axe 1 - Favoriser un urbanisme équilibré s'appuyant sur les polarités et la maîtrise de l'usage des sols

Axe 2 - Inscrire le développement dans le respect des identités paysagères et patrimoniales

Axe 3 - Maintenir l'attrait commercial et renforcer l'attractivité économique du Pays

Axe 4 - Structurer une offre de logements diversifiée à partir de l'armature territoriale existante

Axe 5 - Améliorer l'attractivité résidentielle, touristique, culturelle et énergétique du territoire.

C.1 - Choix en matière d'aménagement de l'espace

Pour établir le PADD et le DOO, le choix a été fait de poursuivre sur une dynamique démographique équivalente à celle observée au cours des années 2000 ; l'objectif étant d'affirmer l'attractivité du territoire et de tirer bénéfices de son positionnement. Le choix est justifié par :

- *Tendances démographiques favorables*
- *Positionnement du Perche ornais vis-à-vis notamment de l'Île de France*
- *Perspectives de développement et de renforcement de l'accessibilité via la réalisation de grands équipements (RN 12 notamment)*
- *Une armature territoriale satisfaisante favorisant une réponse aux besoins des habitants sur de courtes distances*
- *Nécessité de projeter un autre mode de développement et d'urbanisation, plus efficient sur l'optimisation de l'usage des sols*
- *Nécessité de réduire et limiter au maximum l'impact sur les terres agricoles, principales ressources utilisées dans le cadre des projets éco. et résidentiels*
- *Recherche d'un équilibre entre les espaces bâtis et non bâtis, entre l'enveloppe urbaine existante et la consommation foncière induite par le développement (ratio de 10/90 in fine à maintenir impérativement / 5 % hors infrastructures en 2011 / estimation à 7,2 % avec les routes principales et secondaires – environ 3 700 ha)*
- *Souhait d'être ambitieux tout en restant profondément réalistes pour engager un développement harmonieux et équilibré contribuant à la préservation du capital environnemental*

Le fait de projeter un accueil d'environ 2 700 habitants à horizon 2042 implique la réalisation de 221 logements par an sur une période de 29 ans ainsi que la mobilisation à minima de 130 logements vacants (*environ 6 500 logements au total*). La structuration du territoire projetée s'appuie en priorité sur le renforcement de l'attractivité des pôles qui accueilleront près de 75 % de l'offre en logements en vue de renforcer l'armature urbaine (*équipements, services ou commerces existants*). Le fait de prioriser le développement résidentiel sur les pôles équipés permettra d'adapter la production aux besoins réels du parc de logements tout en rééquilibrant l'accueil des habitants comparativement à la période de référence.

Le fait de s'appuyer sur l'armature existante du territoire - *constituée de pôles principaux, secondaires puis d'un maillage de petits bourgs et villages* - permet de privilégier un développement qui soit dimensionné au positionnement des communes historiques (*projet global / non clivant*) ; l'ensemble des communes contribuant à l'attractivité et au dynamisme du territoire.

Ce choix permet notamment de :

- *Lutter contre l'étalement urbain en préservant les terres situées en périphérie des espaces urbanisés permettant notamment une intensification du bâti dans les hameaux, villages et bourgs sans toutefois favoriser le mitage*
- *Maintenir la qualité et la richesse écologique / paysagère / architecturale du territoire en limitant l'artificialisation des sols par une urbanisation souvent rampante ou déstructurée*
- *Préserver une économie agricole riche et diversifiée en préservant la viabilité des exploitations et leurs potentialités*
- *Développer les pôles économiques du territoire et donc les emplois tout en conservant des implantations artisanales « éparses » et surtout locales*
- *Permettre une diversification de l'offre en logements en luttant contre la standardisation des biens*
- *Travailler le renouvellement des centres / espaces situés au cœur des bourgs équipés*
- *Rester attractifs vis-à-vis de l'ensemble des populations pouvant être accueillies*
- *Garder une dynamique favorable pour le maintien et la création de nouveaux services, équipements ou commerces (densité de population / accès)*
- *Favoriser les déplacements sur de courtes distances et la création de cheminements doux par la connexion des projets / implantations en cœur de ville*
- *Renforcer l'offre en transports collectifs ou alternatifs autour des pôles*
- *Contribuer à la lutte contre le changement climatique*
- *Améliorer la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire*

Les objectifs en matière de création de logements neufs (2/3 minimum sur les pôles → 75 % en objectif cible), de localisation des implantations (1/3 au sein du bâti) ou de densités (passer de 8 à 12 lgts/ha) permettront d'orienter les choix des documents d'urbanisme locaux en vue de répondre aux enjeux identifiés et partagés du SCOT.

Les objectifs sur les pôles (*mini 2/3 pour 3/4 en objectif*) s'expliquent par l'hétérogénéité de l'armature urbaine des intercommunalités (*nombre de communes dans les pôles principaux ou secondaires*) et les contraintes naturelles (*risques / relief*).

Les choix effectués en réponse aux enjeux identifiés permettront d'engager progressivement une transition dans la façon d'aménager ou d'organiser le territoire, conformément aux évolutions du contexte et des attentes réglementaires.

L'incidence maximale théorique du développement projeté sur le foncier sera de 0,25 % de la superficie totale du territoire (390 ha sur une période de 29 ans en « extension » sur des espaces actuellement non bâtis).

C.2 - Choix en matière d'équipements et de services

En matière d'équipements et de services, le SCOT fait le choix de maintenir la richesse et la diversité existante au moment de l'élaboration du document tout en ciblant quelques évolutions permettant de répondre à des besoins complémentaires sur :

- *L'accessibilité avec la RN 12*
- *Le tourisme avec les aires pour les camping-cars/ hébergements / circuits*
- *La santé avec les pôles complémentaires ou maisons médicales*
- *La petite enfance avec une structure d'accueil collective au Cœur du Perche*
- *Le numérique pour répondre à l'évolution des besoins (en lien avec l'attractivité du territoire, la réduction des obligations de déplacements et la structuration d'une offre économique mobile). L'attractivité numérique est également un axe important sur l'accueil résidentiel et les nouveaux arrivants permettant de répondre aux enjeux démographiques et économiques projetés → lien PNO*
- *Le climat en favorisant des projets innovants et des implantations énergétiques*
- *L'eau et les déchets en systématisant leur prise en compte*

L'implantation des dispositifs respectera les règles générales sur l'aspect architectural en vue de préserver l'image du territoire, la réutilisation de bâtiments ou la valorisation d'espaces résiduels notamment ; la gestion économe des sols s'appliquera donc à l'ensemble des projets.

C.3 - Choix en matière de développement économique

Les choix effectués dans le PADD et le DOO portent principalement sur la capacité du territoire à accueillir qualitativement des entreprises et à permettre un développement harmonieux de l'existant. Le SCOT flèche ainsi les implantations compatibles avec les bourgs et indirectement celles devant être dirigées vers les espaces économiques dédiés, majoritairement situés en périphérie des pôles locaux (pôles principaux / pôles secondaires).

Le SCOT préconise ainsi des implantations compatibles dans les bourgs pour éviter les nuances mais aussi préserver le dynamisme de ces entités.

Le projet s'appuie sur l'ensemble des espaces économiques présents sur le territoire en appliquant cependant un renforcement de l'accueil sur les zones économiques structurantes puis principales avec environ 2/3 de l'offre surfacique.

- 1/ Zones économiques structurantes : Les Gaillons, Sainte-Anne, Les Réhardières, Saint-Marc, Berd'huis, Chartrage, La Croix verte → 1 ZES par intercommunalité (*répartition conservée suite à l'évolution des périmètres intercommunaux préservant également une meilleure cohérence spatiale à l'échelle communautaire*)
- 1'/ Zones économiques principales : La Grippe, La Gare, Marcissière... accompagnent les zones structurantes à l'intérieur de l'enveloppe urbaine des pôles principaux du territoire → principales zones en dehors des ZES
- 2/ Zones économiques secondaires : espaces constitués de plusieurs entreprises ou d'une implantation significative dans l'environnement local et ne constituant pas une zone 1 ou 1'.

Le reste de l'offre sera dédié aux implantations secondaires des pôles locaux - *plus ponctuelles et éparées dans le paysage* - en vue de privilégier les pôles principaux.

La possibilité de créer des zones nouvelles est conservée sans pour autant la privilégier et sera conditionnée à l'exemplarité en matière de prise en compte des composantes environnementales.

Les choix effectués en matière de développement économique répondent directement aux enjeux suivants :

- *Favoriser en priorité le dynamisme et l'attractivité des bourgs*
- *Permettre un développement des entreprises existantes tout en favorisant un renforcement de l'accueil au sein des espaces économiques des pôles locaux*
- *Structurer l'offre en fonction de l'armature économique existante afin de favoriser une meilleure lisibilité et une plus grande cohérence dans la stratégie du territoire*
- *Utiliser les surfaces disponibles en vue de densifier les espaces économiques*
- *Intégrer les nuisances potentielles dans les implantations projetées*
- *Compléter l'offre locative existante (maison des entreprises / télécentres) en vue de conserver une offre à vocation économique diversifiée qui réponde aux besoins actuels et futurs des entreprises*
- *Engager un verdissement des zones (intégration paysagère / réduction de l'aspect minéral – parkings notamment) favorisant la prise en compte des composantes environnementales et la préservation du cadre de vie*
- *Promouvoir et structurer collectivement le tourisme pour en faire progressivement un moteur du développement économique*

Les choix effectués en fonction des incidences de ces derniers sont explicités dans la partie relative à l'évaluation environnementale du projet (*Pièces 1.3 / VI*).

La dimension environnementale a été intégrée tout au long de la procédure et a permis de choisir systématiquement la solution la plus favorable en fonction des besoins du territoire et de ses capacités dans cette phase de transition.

La ruralité du territoire et la mesure en conséquence du développement projeté induisent des impacts théoriques moindres. L'ouverture à l'urbanisation théorique et maximale en matière de développement économique est de 0,12 % du territoire en considérant une incidence foncière sur 2/3 de la surface totale (185 ha sur 278 ha au total / 115 ha en réserve).

C.4 - Choix en matière d'agriculture et de préservation du potentiel agronomique

Sans avoir de prise directe sur l'économie agricole, le projet de SCOT - par son PADD et son DOO - s'est attaché à intégrer systématiquement l'activité agricole pour préserver au mieux ces potentialités tout en composant avec l'ensemble des politiques sectorielles. Les choix permettent ainsi de :

- *Préserver les milieux naturels et les espaces agricoles*
- *Modérer la consommation foncière par une optimisation de l'usage de sols*
- *Éviter voire proscrire le mitage et une dispersion trop importante du bâti*
- *Encadrer les évolutions au sein de la zone agricole (changement de destination / implantations économique isolées / extensions et annexes notamment)*
- *Respecter les enjeux agricoles pour mieux préserver collectivement les paysages et les apports directs et indirects de l'économie agricole*
- *Favoriser une utilisation efficiente et respectueuse des ressources naturelles*
- *Renforcer le dynamisme économique des structures agricoles (circuits-courts, restauration collective, marchés de producteurs, valorisation énergétique...)*

Le développement des exploitations agricoles devra également être encadré par des règles simples en vue de limiter l'impact ponctuel sur les espaces naturels / perception des paysages et assurer une cohérence dans les projets ou bâtiments réalisés, en lien avec les besoins de l'exploitation.

C.5 - Choix en matière d'environnement et de transport

L'ensemble des choix effectué dans le PADD et le DOO s'attache à la fois à répondre aux besoins et enjeux du territoire tout en intégrant systématiquement le prisme environnemental. L'objectif étant de permettre un développement qui soit respectueux du territoire, de son cadre de vie, de la biodiversité, des paysages qui constituent finalement le principal atout du Perche ornaïs.

- *Lutter contre l'étalement urbain pour préserver la biodiversité / TVB, l'attractivité du territoire et donc les principaux atouts touristiques / architecturaux / paysagers*
- *Favoriser progressivement la préservation d'une trame non bâtie et fixer les limites de l'urbanisation pour mieux spécifier la destination des espaces et préserver ainsi les éléments typiques du territoire (paysages naturels ou le bâti)*
- *Permettre une restructuration des continuités écologiques dégradées et une amélioration progressive de la gestion des espaces les plus remarquables*
- *Préserver les paysages et plus généralement les patrimoines en ciblant les actions à mener sur l'intégration des secteurs de projets économiques ou résidentiels tout en cadrant les inventaires à réaliser et les prescriptions à établir en fonction des caractéristiques du bâti / zones définies*
- *Prendre en compte les composantes écologiques majeures mais également plus ordinaires (sites Natura 2000 ou arbres isolés, APPB ou territoires humides...) par des prescriptions adaptées à la naturalité des espaces (cf. Axe 4 du DOO)*
- *Favoriser l'ensemble des facteurs contribuant à la lutte contre le changement climatique (favoriser les énergies renouvelables, réduire les consommations énergétiques, structurer les déplacements doux, renforcer les offres alternatives, localisation et proximité des projets, numérique pour tous...renforcement des pôles)*
- *Réduire l'exposition des biens et des personnes aux risques et nuisances en intégrant systématiquement la connaissance (et son amélioration) aux documents d'urbanisme tout en adaptant les contraintes aux limites des données*
- *Limiter les pollutions et améliorer la prise en compte des déchets et du pluvial*
- *Prévenir et améliorer la connaissance sur les risques naturels et technologique*
- *Intégrer la capacité des ressources dans la structuration des projets et favoriser une urbanisation compacte qui limite les pertes et pollutions diffuses.*

III - Hiérarchie des normes (articulation du SCOT avec les autres documents)

L'article L.141-3 du Code de l'urbanisme définit le contenu du rapport de présentation ; ce dernier doit notamment décrire l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'urbanisme. La partie développée ci-dessous présente ainsi les documents de référence existants dans la hiérarchie des normes locales et expose succinctement la manière dont le projet de SCOT s'est efforcé, tout au long de la procédure, à intégrer les orientations cadres, les objectifs et autres dispositions des documents avec lesquels il doit être compatible ou qu'il prend en compte.

A - Principe de compatibilité

L'article L.131-1 du Code de l'urbanisme dresse la liste des documents avec lesquels le Schéma de Cohérence Territoriale doit être compatible ou rendu compatible. L'ensemble des documents a été lu et intégré le plus en amont possible de la procédure en vue de faciliter l'intégration des grandes orientations ou principes notamment dans les premiers échanges sur le diagnostic ou dans la construction du PADD. Le SCOT du Perche ornaïs s'est ainsi enrichi du contenu et des réflexions à l'origine des documents cadres afin de faciliter un maximum la cohérence des idées et l'atteinte des objectifs.

A.1 - SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires)

Les SCOT doivent prendre en compte les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables. Le lancement de l'élaboration du SRADDET a débuté en janvier 2017, ne permettant pas d'intégrer les dispositions au regard de l'avancement du document.

A.2 - Charte du Parc naturel régional du Perche

Les SCOT doivent prendre en compte les chartes des Parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement. Près des ¾ des communes historiques du territoire sont incluses dans le périmètre du Pnr du Perche dont la Charte 2010 - 2022 fixe le cap de la démarche, du projet et les attentes.

Composée de 3 grandes orientations, 14 priorités stratégiques et 34 objectifs opérationnels, la Charte du Pnr traite de l'ensemble des thématiques (*patrimoines, paysages, cadre de vie, tourisme...*) liées aux missions et actions du syndicat.

L'élaboration du SCOT a ainsi été l'occasion d'intégrer les préoccupations du document cadre en lien avec l'aménagement et l'urbanisme, notamment dans la formulation des axes, principes, orientations et objectifs du DOO.

L'objectif étant de favoriser au maximum une continuité entre les documents sur les points suivants :

S'appuyer sur les atouts des Patrimoines

- Préserver la biodiversité, les paysages et le cadre de vie
- Agir et valoriser le patrimoine culturel, le bâti et les ressources du territoire

Faire de l'investissement environnemental

- Œuvrer pour une gestion durable du territoire (urbanisme notamment)
- Agir pour la qualité de la construction dans le Perche
- Promouvoir l'agriculture, la forêt et le tourisme
- Valoriser les ressources énergétiques et s'engager pour la protection du climat

Préparer l'avenir du territoire

- Sensibiliser et communiquer auprès des habitants et des acteurs
- Encourager l'action culturelle
- Coordonner les actions pour le développement durable
- Porter un projet de territoire partagé
- Plan du parc et ses dispositions

A noter que les grands principes / dispositions / attentes de la charte ou du plan du Parc correspondent en grande partie aux attentes du Code de l'urbanisme, notamment sur les Patrimoines (*paysages, cadre de vie, gestion économe de l'espace, agriculture*), les ressources naturelles (*gestion qualitative et quantitative de l'eau, reconquête paysagère, valorisation des productions locales, boisements, forêts*), ou bien encore la biodiversité (*sites Natura 2000, ZNIEFF de type 1, APPB, ENS, RNR, cours d'eau, zones humides, coteaux calcaires, ZNIEFF de type 2, corridors, réseaux écologiques*).

Afin de favoriser cette continuité entre les documents cadres, le plan de la Charte du Pnr a été intégré à l'atlas cartographique du DOO (*annexe n°3*) ; le document est accompagné des objectifs opérationnels des priorités stratégiques de la Charte ainsi que des dispositions pertinentes relatives aux espaces à protéger (*annexe n°3*).

A.3 - Les SDAGE

Le SCOT doit prendre en compte les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Le projet de SCOT s'est ainsi efforcé à intégrer tout au long de la procédure les attentes et objectifs de ces documents cadre en vue de faciliter l'atteinte des enjeux communs dans le domaine de l'eau, des ressources et de l'aménagement en général.

Le cadrage des SDAGE est ainsi notamment visible dans la partie 5.B.1 à 4 du DOO et au principe A.3 de l'axe 2. Il s'agit notamment de la prise en compte des risques, de la gestion des eaux pluviales (*collecte, traitement, valorisation*), de la trame bleue (*inventaires, prescriptions et protections adaptées de la biodiversité*), maîtrise des prélèvements et la prise en compte de la capacité des ressources et des systèmes de traitement ou épuratoires, préservation des haies ou dispositifs végétalisés...

a) SDAGE Loire-Bretagne – 04.11.2015 - ≈ 100 communes historiques

Prise en compte des orientations fondamentales (14) et des dispositions (66) en lien avec l'aménagement du territoire et l'urbanisme favorisant ainsi la cohérence des projets. Il s'agit notamment de :

Chapitre 1 - Repenser l'aménagement des cours d'eau

- *Préserver les capacités d'écoulement des crues et les ZEC*
- *Préserver la qualité, la fonctionnalité des cours d'eau ainsi que la connaissance*

Chapitre 3 - Réduire la pollution organique et bactériologique

- *Réduire les rejets et améliorer l'efficacité de la collecte et traitement des effluents*
- *Maîtriser globalement les eaux pluviales*

Chapitre 6 - Protéger la santé en protégeant la ressource en eau

- *Préserver le périmètre des captages*
- *Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade*

Chapitre 7 - Maîtriser les prélèvements d'eau

- *Anticiper les effets du changement climatique sur la ressource*
- *Gérer les prélèvements et la ressource de manière collective*

Chapitre 8 - Préserver les zones humides

- *Améliorer la connaissance et la préservation des zones humides*

Chapitre 9 - Préserver la biodiversité aquatique

Chapitre 11 - Préserver les têtes de bassin versant

- *Restaurer et préserver les têtes de bassin*

Chapitre 14 - Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

a) SDAGE Seine-Normandie – 01.01.2016 - ≈ 10 communes historiques

Prise en compte des orientations et objectifs du SDAGE par l'intermédiaire des 8 défis, des 2 leviers et dispositions spécifiques aux documents d'urbanisme mentionnés dans le SDAGE 2016-2021, permettant ainsi d'ajuster globalement et progressivement les attentes des documents de planification dans le domaine de l'eau :

Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain

- *D1.8 Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme*
- *D1.9 Réduire les volumes collectés par temps de pluie*

Orientation 4 - Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques

- *D2.18 Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements*
- *D2.20 Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques*

Orientation 7 - Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant de répondre aux objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau

- *D3.26 Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral*

Orientation 14 - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité

- *D4.48 Limiter l'impact des travaux, aménagements et activités sur le littoral et le milieu marin*

Orientation 15 - Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte

- *D4.51 Développer une planification de la gestion du trait de côte prenant en compte les enjeux de biodiversité, de patrimoine et de changement climatique*

Orientation 17 - Protéger les captages d'eau de surface destinés à la consommation humaine contre les pollutions

- *D5.59 Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable*

Orientation 18 - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité

- *D6.64 Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral*
- *D6.65 Préserver, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères*
- *D6.67 Identifier et protéger les forêts alluviales*

Orientation 22 - Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité

- *D6.86 Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme*
- *D6.87 Préserver la fonctionnalité des zones humides*

Orientation 24 - Éviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques

- *D6.102 Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires*

Orientation 28 - Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future

- D7.125 Modalités de gestion de la masse d'eau souterraine FRHG006 Alluvions de la Bassée
- D7.128 Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future

Orientation 31 - Prévoir une gestion durable de la ressource en eau

- D7.137 Anticiper les effets attendus du changement climatique

Orientation 32 - Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues

- D8.139 Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme

Orientation 34 - Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées

- D8.142 Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets
- D8.143 Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée

Orientation 38 - Évaluer l'impact des politiques de l'eau et développer la prospective

- L1.161 Élaborer et préciser les scénarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin

Orientation 39 - Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau

- L2.163 Renforcer la synergie, la coopération et la gouvernance entre les acteurs du domaine de l'eau, des inondations, du milieu marin et de la cohérence écologique

Orientation 40 - Renforcer et faciliter la mise en œuvre des SAGE et de la contractualisation

- L2.168 Favoriser la participation des CLE lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale) avec le SAGE
- L2.171 Favoriser la mise en place de démarche de gestion intégrée de la mer et du littoral et leur déclinaison dans les documents d'urbanisme

A.4 - Les SAGE

Le SCOT doit prendre en compte les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement impliquant ainsi une lecture puis une prise en compte des stratégies visant à l'atteinte des objectifs de ces documents de planification. Tout comme les SDAGE et PGRI, l'intégration des préoccupations et du cadrage des SAGE est visible aux axes 2 (A.3) et 5 (B1 à 4) du DOO venant ainsi transposer réglementairement les orientations du PADD.

Le SCOT intègre ainsi par exemple des objectifs concernant la gestion du risque inondation (lien PPRI / AZI / ZEC), la gestion des eaux pluviales (traitement, infiltration, réutilisation), l'amélioration des connaissances et l'adaptation des règles relatives à la prise en compte des zones d'expansion des crues / têtes de bassin / zones et territoires humides (dont mares et étangs - trame bleue et biodiversité), la

préservation de la trame verte (forêts, bois, boisements, haies, bosquets, arbres, prairies...) ainsi que la prise en compte globale du cycle de l'eau dans l'élaboration des documents d'urbanisme (ressources en eau, prélèvements, capacité de traitement des eaux brutes / assainissement collectif ou individuel, réseaux de distribution et rendements...).

a) SAGE de l'Huisne – 14.10.2009 – 81 communes sur le périmètre historique

Le SAGE de l'Huisne a été approuvé en 2009 et est actuellement en cours de révision afin d'assurer sa compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 ; trois piliers prioritaires (érosion, bon état des milieux aquatiques, gestion quantitative de la ressource en eau) et deux axes complémentaires (inondations, pollutions diffuses) à la réussite des piliers composent le projet qui devrait être approuvé au cours de l'année 2017.

Connaissance

- Améliorer la connaissance et la diffuser dans le cadre notamment de l'élaboration des documents d'urbanisme
- Intégrer les incidences du changement climatique

Sensibilisation

- Promouvoir l'ensemble des pratiques respectueuses des ressources
- Promouvoir la culture du risque inondation
- Intégrer des règles de construction en zone inondable
- Densifier l'habitat

Erosion

- Adapter progressivement les pratiques, notamment culturelles
- Entretenir et replanter les haies, en lien avec les opérations d'urbanisme ou des démarches collectives et volontaires
- Contrôler l'arrachage des haies et mettre en place des mesures compensatoires pour maintenir le linéaire
- Lutter globalement contre l'érosion

Bon état des milieux aquatiques

- Préserver les bandes enherbées
- Mettre en œuvre des techniques alternatives pour les eaux pluviales
- Inciter à la gestion des eaux pluviales dans les projets des collectivités
- Sécuriser les secteurs à enjeux pour l'alimentation en eau potable
- Assurer l'entretien des cours d'eau par des méthodes douces
- Généraliser l'implantation de dispositifs végétalisés pérennes à l'ensemble du réseau hydrographique
- Engager des actions de restauration des cours d'eau
- Prévenir toute atteinte à la continuité écologique des cours d'eau
- Améliorer la continuité écologique existante

- Améliorer la connaissance des chevelus, têtes de bassin et plans d'eau
- Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme (inventorier localement et protéger les zones humides ainsi que leurs fonctionnalités)
- Interdire la destruction des zones humides prioritaires et compenser la destruction des zones humides
- Maintenir voire restaurer les zones humides
- Améliorer la performance des réseaux d'assainissement collectif existants
- Généraliser les réseaux séparatifs pour éviter les rejets
- Adapter les dispositifs indépendants connectés aux systèmes collectifs

Gestion quantitative de la ressource en eau

- Améliorer la connaissance et le suivi quantitatif de la ressource en eau
- Généraliser la prise en compte de la ressource dans tout projet de planification ou d'aménagement
- Améliorer le rendement des réseaux d'eau potable

Protection contre les inondations

- Préserver la capacité d'écoulement des crues
- Identifier, restaurer, préserver voire instaurer des champs d'expansion des crues
- Préserver les zones d'expansion des crues
- Limiter les surfaces imperméabilisées dans les projets d'urbanisation
- Créer des zones de surstockage temporaire de crues

Les flux de pollution diffuse

- Mettre en place des bassins tampons en sortie de drainage
- Attirer l'attention des élus sur la nécessité d'imposer la mise aux normes des ANC au moment des transactions immobilières
- Conseiller les habitants dans l'installation ou la réhabilitation des ANC
- Inciter à l'implantation d'installations ANC agréées
- Accompagner les collectivités dans l'application de la loi Labbé
- Instaurer les périmètres de protection des captages pour l'alimentation en eau potable

b) SAGE Sarthe-Amont – 16.12.2011 – 26 communes sur le périmètre historique

Le SDAGE Loire-Bretagne identifie 4 enjeux spécifiques pour le bassin de la Sarthe-Amont auxquels la CLE a décidé d'en ajouter un 5^{ème} relatif à la lutte contre les inondations :

Améliorer la qualité des eaux de surfaces

Améliorer les ressources en eau potabilisable

Lutter contre l'eutrophisation

Protéger les populations piscicoles

En fonction des enjeux, de l'état des lieux et du scénario tendanciel, les acteurs de la CLE ont défini ensemble des objectifs spécifiques du SAGE :

Agir sur la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état des eaux

- Empêcher toute nouvelle dégradation des cours d'eau
- Engager des programmes de reconquête de la morphologie des cours d'eau
- Limiter les impacts liés au piétinement du bétail et sécuriser l'abreuvement
- Adopter de nouvelles pratiques d'entretien des cours d'eau
- Empêcher toute nouvelle dégradation des zones humides
- Restaurer la continuité écologique
- Protéger certains milieux aquatiques remarquables par la maîtrise foncière
- Informer, sensibiliser et communiquer auprès des acteurs locaux

Améliorer la qualité de l'eau et sécuriser la ressource en eau pour atteindre le bon état des eaux

- Mieux gérer l'alimentation en eau potable
- Protéger les captages et leurs aires d'alimentation
- Mieux gérer les prélèvements
- Sécuriser la ressource
- Engager des programmes d'économies d'eau
- Mieux gérer les rejets
- Limiter la pollution par les pesticides

Protéger les populations contre le risque inondation

- Améliorer la prévision des inondations
- Améliorer la prévention contre les risques d'inondation
- Promouvoir la gestion intégrée du risque inondation à l'échelle du bassin versant

Promouvoir des actions transversales pour un développement équilibré des territoires, des activités et des usages

- Protéger, restaurer et entretenir le bocage
- Limiter les impacts des plans d'eau
- Mieux gérer l'occupation des sols en fond de vallée

Partager et appliquer le SAGE

c) SAGE de l'Avre – 27.12.2013 – 11 communes sur le périmètre historique

Gestion durable de la ressource en eau potable

- Gérer la rareté de la ressource
- Améliorer la qualité des eaux souterraines

Gestion des milieux aquatiques et humides

- Renaturer les milieux aquatiques
- Améliorer la qualité des eaux superficielles
- Préserver les zones humides

Gestion des inondations

- Limiter l'impact des inondations sur les populations
- Limiter les phénomènes d'inondation

d) SAGE de l'Iton – 12.03.2012 – 3 communes sur le périmètre historique

Dans un principe de cohérence relatif au nombre de communes concerné par les SAGE, le SAGE de l'Iton et le SAGE Loir n'ont pas fait l'objet d'une lecture spécifique des enjeux / dispositifs / dispositions pour intégration dans le DOO ; la similarité et la continuité entre les SDAGE et SAGE assurent une prise en compte indirecte cohérente.

e) SAGE Loir – 25.09.2015 – 1 commune sur le périmètre historique

A.5 - Les PGRI & PPR

Prise en compte et intégration des objectifs généraux et de certaines dispositions des plans de gestion des risques inondation (PGRI) afin de favoriser une prise en compte globale et intégrée de la problématique du risque dans le DOO (partie 2.A.3) ; en lien avec les SDAGE et SAGE sur cette problématique.

a) PGRI Loire-Bretagne 2016-2021

Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines

- Disposition 1-1 : Préservation des zones inondables non urbanisées
- Disposition 1-2 : Préservation de zones d'expansion des crues et capacités de ralentissement des submersions marines
- Disposition 1-7 : Entretien des cours d'eau

Objectif n°2 : Planifier l'organisation /aménagement en tenant compte du risque

- Disposition 2-1 : Zones potentiellement dangereuses
- Disposition 2-2 : Indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation
- Disposition 2-5/6 : Cohérence et aléa de référence des PPR

- Disposition 2-7 : Adaptation des nouvelles constructions
- Disposition 2-8 : Prise en compte des populations sensibles
- Disposition 2-9 : Évacuation
- Disposition 2-10 : Implantation des nouveaux équipements, établissements utiles pour la gestion de crise ou à un retour rapide à la normale
- Disposition 2-11 : Implantation des nouveaux établissements pouvant générer des pollutions importantes ou un danger pour les personnes
- Disposition 2-12 : Recommandation sur la prise en compte de l'événement exceptionnel pour l'implantation de nouveaux établissements, installations
- Disposition 2-13 : Prise en compte de l'événement exceptionnel dans l'aménagement d'établissements, installations sensibles à défaut d'application de la disposition 2-12 sensibles

Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes / biens implantés en zone inondable

- Disposition 3-1 : Priorités dans les mesures de réduction de vulnérabilité
- Disposition 3-2 : Prise en compte de l'événement exceptionnel dans l'aménagement d'établissements, installations sensibles
- Disposition 3-3 : Réduction des dommages aux biens fréquemment inondés
- Disposition 3-4 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à la gestion de crise ou nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires à la population
- Disposition 3-5 : Réduction de la vulnérabilité des services utiles à un retour à la normale rapide
- Disposition 3-6 : Réduction de la vulnérabilité des installations pouvant générer une pollution ou un danger pour la population
- Disposition 3-7 : Délocalisation hors zone inondable des enjeux générant un risque important
- Disposition 3-8 : Devenir des biens acquis en raison de la gravité du danger encouru

Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations

Objectif n°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation

- Disposition 5-1 : Informations apportées par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux
- Disposition 5-3 : Informations apportées par les PPR
- Disposition 5-4 : Informations à l'initiative du maire dans les communes ouvertes par un PPR

Objectif n°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale

b) PGRI Seine-Normandie 2016-2021, rappel des objectifs généraux

Objectif 1 - Réduire la vulnérabilité des territoires

- 1.A- Réaliser des diagnostics de vulnérabilité des territoires
- 1.B- Réaliser des diagnostics de vulnérabilité des bâtiments
- 1.C- Réaliser des diagnostics de vulnérabilité des activités économiques
- 1.D- Éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur l'écoulement des crues
- 1.E- Renforcer et partager la connaissance sur la réduction de la vulnérabilité des territoires

Objectif 2 - Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages

- 2.A- Prévenir la genèse des crues à l'échelle des bassins versants
- 2.B- Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées
- 2.C- Protéger les zones d'expansion des crues
- 2.D- Réduire l'aléa de débordement par une approche intégrée de gestion du risque
- 2.E- Prendre en compte l'aléa de submersion marine
- 2.F- Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement
- 2.G- Connaître et gérer les ouvrages hydrauliques
- 2.H- Développer la connaissance et la surveillance de l'aléa de remontée de nappe

Objectif 3 - Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés

- 3.A- Se préparer à gérer les crises
- 3.B- Surveiller les dangers et alerter
- 3.C- Tirer profit de l'expérience
- 3.D- Connaître et améliorer la résilience des territoires
- 3.E- Planifier et concevoir des projets d'aménagement résilients

Objectif 4 - Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque

- 4.A- Sensibiliser les maires en matière d'information sur le risque d'inondation
- 4.B- Consolider la gouvernance et les maîtrises d'ouvrage
- 4.C- Intégrer la gestion des risques d'inondation dans les SAGE
- 4.D- Diffuser l'information disponible sur les inondations auprès des citoyens
- 4.E- Informer des effets des modifications de l'environnement sur le risque d'inondation
- 4.F- Impliquer les acteurs économiques dans la gestion du risque
- 4.G- Développer l'offre de formation sur le risque d'inondation
- 4.H- Faire du risque d'inondation une composante culturelle des territoires

A.6 - PPRI de l'Huisne

Le SCOT n'a pas à être directement compatible avec les PPR mais il se doit cependant d'intégrer ces plans dans la structuration territoriale projetée. Le PPRI de l'Huisne est également un excellent outil pour le territoire dans la maîtrise du risque inondation qui concerne plus de 30 communes historiques du Perche ornais.

Le PPRI de l'Huisne contribue ainsi directement à l'atteinte des objectifs des documents cadres que constituent les SDAGE / SAGE / PGRI ou bien encore le SRCE avec la nécessaire préservation des continuités écologiques / trame bleue.

B - Principe de prise en compte

L'article L.131-2 du Code de l'urbanisme dresse la liste des documents que le Schéma de Cohérence Territoriale doit prendre en compte. Les documents mentionnés ont été intégrés par l'intermédiaire des plans, cartes, synthèses et objectifs stratégiques disponibles de manière à favoriser une continuité des thématiques abordées.

B.1 - Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Les SCOT doivent prendre en compte les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales.

Le SRADDET étant seulement au commencement de la démarche en 2017, il n'a pas été possible d'intégrer des éléments au regard de l'avancement des procédures.

B.2 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Les SCOT doivent prendre en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique prévus à l'article L.371-3 du Code de l'environnement ; le SRCE bas-normand a été intégré tout au long de la procédure de manière à faciliter la cohérence des TVB. Les travaux menés avec le CEREMA ont été l'occasion de valoriser les données SIG et le contenu existants lors de cette phase d'appropriation locale permettant ainsi d'assurer un approfondissement sur les réservoirs, milieux ainsi que les continuités intégrés.

La prise en compte du SRCE s'est notamment effectuée sur la base des principes suivants :

- Constitution de la TVB à partir des éléments actés dans la définition du Code de l'environnement (référentiel commun aux différentes TVB / SRCE-SCOT-PLUI)
- Prise en compte de la cartographie, données SIG transmises, secteurs à enjeux, éléments fragmentant et actions prioritaires répertoriées dans le SRCE
- Téléchargement et récupérations des couches, bases et données disponibles issues majoritairement de la DREAL et de l'IGN
- Valorisation dans le document de la synthèse du SRCE réalisée à l'échelle des Pays faisant émerger notamment les principaux enjeux du territoire et une cartographie des réservoirs de biodiversité ou continuités.

La préservation de la biodiversité est un objectif dont les réponses sont nécessairement transversales comme lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, densifier les espaces urbanisés, inventorier puis préserver les espaces naturels remarquables, sensibles ou ordinaires et porter une attention particulière à la protection des paysages.

Les dispositions permettant de répondre aux attentes du SRCE sont majoritairement intégrées aux axes 1 / 3 / 4 / 6 du DOO et la partie 1.2 du rapport de présentation (*Etat Initial de l'Environnement - EIE*) expose la méthodologie utilisée dans le cadre de la construction de ce volet TVB du SCOT.

B.3 - Schéma régional des carrières

Les SCOT doivent prendre en compte les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ; au moment de l'élaboration du SCOT, seul le schéma départemental des carrières était existant, avec une procédure de révision qui s'est terminée par une approbation le 20 mai 2015.

Les échanges en amont avec la DREAL ont permis d'intégrer dans le dossier les sites exploités et projetés à l'avenir afin de garantir la prise en compte de ces espaces identifiés en vue de ne pas compromettre l'exploitation des sites (*disposition A.1 de l'axe 5 du DOO*).

Liste des carrières actives mentionnées dans le schéma

Communes	Produit	Fin arrêté préfectoral	Production maximale	Réaménagement
Appenai-sous-bellême	Calcaire	2010	10 kt	Zone agricole
Igé	Calcaire	2010	10 kt	Zone agricole
Saint-Hilaire-le-Châtel	Calcaire	2013	20 kt	Réaménagement écologique
La Ventrouze	Sables	2028	400 kt	Forêt
Courcerault	Sables	2010	100 kt	Paysager
Longny-au-Perche	Sables	2009	300 kt	Réaménagement écologique
Bizou	Sables	2021	150 kt	Paysager
Moulicent	Sables	2026	0 kt	Indéterminé

CARRIERES PRESENTES SUR LE TERRITOIRE DU PERCHE ET MENTIONNEES DANS LE SCHEMA APPROUVE EN 2015

Prise en compte du SRCE et de la thématique TVB dans le cadre de l'élaboration du schéma des carrières permettant d'intégrer les incidences potentielles de ces espaces valorisant les ressources du territoire.

B.4 - Charte de développement du Pays du Perche ornaï

Conformément à l'article L.141-4 du Code de l'urbanisme et lorsque le périmètre d'un SCOT recouvre tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le PADD du SCOT prend en compte la charte de développement du pays.

La charte de développement du Pays du Perche ornaï, dans sa dernière version, a été élaboré en 2007 ; les 2 axes stratégiques et 9 objectifs mentionnés ci-dessous ont été intégrés dans le cadre du projet et plus spécifiquement de l'élaboration du PADD (2015-2016). L'évolution de la structure Pays en PETR inverse désormais le principe de prise en compte avec le SCOT - *qui devient la référence du projet de territoire* - sans pour autant empêcher de conserver la cohérence entre les documents.

FAVORISER UN DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DES SERVICES POUR TOUS LES HABITANTS ET LES NOUVEAUX ARRIVANTS.....

- Objectif 1 : Maintenir et développer des services de proximité de qualité
- Objectif 2 : Organiser une offre de logements de qualité répondant aux besoins de tous.....
- Objectif 3 : Développer une véritable politique d'accueil des nouveaux arrivants
- Objectif 4 : Mettre en œuvre une politique globale en faveur du maintien et de l'installation des jeunes

CONFORTER ET DEVELOPPER DURABLEMENT LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET L'EMPLOI

- Objectif 1 : Favoriser le maintien, le développement et l'accueil des entreprises sur le territoire
- Objectif 2 : Favoriser les investissements des entreprises locales créateurs d'emplois et de valeur ajoutée
- Objectif 3 : Développer une démarche coordonnée de veille économique, d'appui et de conseil l'ensemble des entreprises
- Objectif 4 : Mettre en œuvre une politique globale en faveur du maintien et de l'installation des jeunes
- Objectif 5 : Développer durablement l'économie touristique du Perche.....

Les axes 7 à 10 du DOO traitent ainsi des axes et objectifs de la Charte du Pays ; le SCOT se positionne ainsi dans la continuité de la ligne édictée en 2007 par le Pays tout en servant désormais de base au futur projet de territoire du PETR.

B.5 - Schéma Départemental d'Accès à la Ressource Forestière

Le SDARF est un document nouveau ajouté dans les obligations de compatibilité et de prise en compte ; absence d'informations sur ce document à l'échelle départementale lors de l'achèvement du SCOT.

A noter que le projet de SCOT s'attache à préserver les ressources tout en autorisant une valorisation respectueuse de ces dernières ce qui, comme pour les carrières, facilite la cohérence entre les documents.

IV - Etudes de densification

Conformément à l'article L.141-3 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation identifie, en prenant en compte la qualité des paysages et du patrimoine architectural, les espaces dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent analyser les capacités de densification et de mutation en application de l'article L. 151-4 du Code de l'urbanisme.

A - Identification des espaces nécessitant une analyse des capacités de densification / mutation dans le cadre des PLU

Conformément aux dispositions et objectifs du SCOT (PADD / DOO), les documents d'urbanisme locaux devront analyser prioritairement les capacités de densification et de mutation des espaces suivants :

- *Pôles principaux : enveloppe urbaine du bourg, y compris des espaces à vocation économique (ZES / zones économiques principales)*
- *Pôles secondaires : enveloppe urbaine du bourg, y compris des espaces à vocation économique majoritairement isolés*
- *Bourgs et centres des villages*
- *Hameaux constitués et composés à minima de 8 foyers (sauf exceptions ponctuelles).*

Les PLU(i) devront analyser ces capacités en lien avec la priorisation du développement à l'échelle communautaire puis communal permettant ainsi d'adapter la finesse de l'analyse aux besoins en foncier et aux contextes ; objectifs sur la densification présents à l'Axe 3 – D.2.

Les surfaces quantifiées et mobilisables seront systématiquement et intégralement intégrées dans les surfaces disponibles permettant l'accueil de nouveaux logements ou de nouvelles entreprises ; elles contribueront pleinement à la réduction de la consommation foncière et de l'impact induit par les extensions urbaines.

V - Analyse de la consommation foncière

Conformément à l'article L.141-3 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs.

A - Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années préalables à l'approbation du SCOT

La gestion économe de l'espace est, depuis le Grenelle de l'environnement, devenue une thématique majeure des documents d'urbanisme avec la lutte contre l'étalement urbain et la préservation des continuités écologiques.

En vue d'évaluer cette consommation et les dynamiques à l'échelle du Pays, un partenariat a été engagé avec l'EPFN de Normandie sur l'historique de la consommation foncière permettant dans un premier temps, d'évaluer l'impact du développement sur la période 2000 - 2011.

Le tableau ci-dessous - qui figure également dans la partie 1.1 du rapport de présentation (diagnostic socio-économique) - permet de quantifier les surfaces artificialisées à l'échelle du Pays / intercommunalités puis de visualiser les incidences récentes du développement urbain.

Entre 2000 et 2011, la consommation foncière a été de près de 40 ha par an, majoritairement induite par le développement résidentiel (67 %) et dans une moindre mesure le développement économique (18 %).

L'artificialisation des sols a majoritairement touché les terres agricoles ou les prairies du territoire (70 %) induisant une vigilance accrue sur la modération de la consommation foncière à horizon 2042 (estimation CLC 2000 / 2006 incluant les chantiers).

Les densités relativement faibles observées à l'échelle du territoire ont confirmé l'importance d'engager une évolution sur la localisation des projets et l'intensification du bâti.

2000 à 2011	Surfaces artificialisées	Variations (ha)	Habitat (ha)	Economie (ha)	Logements construits	Densité (MAJIC)	Densité (Sit@del)
Bassin de Mortagne	1 995 ha	139 ha	85	30	815	6,6 1 514 m ²	9,6 1 043 m ²
Val d'Huisne	998 ha	53 ha	30	14	285	7,3 1 367 m ²	9,5 1 052 m ²
Pays bellémois	533 ha	59 ha	33	13	292	6,5 1 529 m ²	8,9 1 130 m ²
Perche rémalardais	827 ha	62 ha	54	4	306	5,6 1 791 m ²	5,7 1 765 m ²
Perche Sud	466 ha	45 ha	33	3	273	6,3 1 583 m ²	8,3 1 209 m ²
Haut-Perche	464 ha	47 ha	34	6	249	6,2 1 624 m ²	7,3 1 366 m ²
Pays de Longny	589 ha	73 ha	46	15	254	4,8 2 085 m ²	5,5 1 811 m ²
Perche ornais	6 491 ha	477 ha	314 ha (67 %)	85 ha (18 %)	2 474	6,2 log/ha 1 625 m ²	7,9 log/ha 1 269 m ²

VENTILATION DES SURFACES ARTIFICIALISEES ET CONSOMMEES (2000/2011) A L'ECHELLE DU PAYS, MAJIC 2011

Le cumul des espaces bâtis à l'échelle du Perche ornais était de 6 491 ha à la fin de l'année 2011 auxquels s'ajoutent 38,6 ha consommés entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013 (24,7 ha pour l'habitation / 5,1 ha pour le développement économique), soit une réduction supérieure à 50 % de la dynamique observée.

Cette diminution est notamment liée à l'intégration des cadastres numérisés dans l'historique de la consommation foncière ainsi qu'à des lissages complémentaires venant ajuster la prise en compte du foncier artificialisé ; l'incidence totale sur les surfaces artificialisées est de l'ordre de 6 % (6 152 ha contre 6 491 + 39 ha auparavant).

Le foncier artificialisé mais non bâti a augmenté de 8 ha en deux ans pour atteindre 1025 ha sur l'ensemble du territoire au 1^{er} janvier 2014, soit un écart de l'ordre de 0,7 % vis-à-vis de la donnée antérieure ; incidence nulle de l'actualisation.

Avec une surface théorique mobilisée de l'ordre de 864 ha et une utilisation réelle de terres agricoles ou naturelles de l'ordre de 2/3, la consommation foncière théorique devrait passer de 39,75 ha par an à 19,86 ha (modération de 50 %).

L'atteinte de cette modération passe par des principes, orientations et objectifs contribuant à limiter l'impact du développement sur les terres agricoles et naturelles sans toutefois le comprimer trop fortement.

A noter que les surfaces issues des données fiscales minimisent la prise en compte des voies et voiries des lotissements / aménagements diminuant ainsi l'artificialisation des sols de l'ordre de 5 à 10 % selon les études ; l'augmentation de l'artificialisation des sols induite par l'absence de données cadastrales numérisées à l'échelle du Pays vient pondérer cette absence permettant de rester sur la quantification initiale du projet.

B - Justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le DOO

L'ensemble des surfaces artificialisées à l'échelle du Perche ornaïen représentait une surface de 7 459 ha à la fin de l'année 2011 dont 6 491 ha représentant uniquement le foncier artificialisé bâti (*habitat, économie, équipements principalement*) ; espaces considérés comme réellement perdus pour l'agriculture en opposition aux surfaces artificialisées non bâties ou semi-artificialisées.

La progression de l'ordre de 8 % - *au cours des années 2000* - des surfaces « perdues » implique la mise en place d'une réponse adaptée aux dynamiques observées tout en proposant un objectif minimal réalisable (10 %) par EPCI et un objectif cible plus ambitieux (20 %) à l'échelle du Pays. L'objectif affiché est de rompre avec le modèle actuel de développement conduisant à une surconsommation de foncier comparativement aux évolutions observées (*nombre de logements ou emplois créés / accueil de nouveaux habitants...type de formes urbaines*).

La modération de la consommation sera principalement axée sur le développement résidentiel - *principal secteur de consommation du foncier* - permettant une flexibilité plus importante mais encadrée sur le développement économique ; cette caractéristique implique nécessairement des objectifs chiffrés modérés tout en restant cohérents au regard des dynamiques passées et des besoins à venir. Les efforts concerneront également l'implantation de certains équipements - *les STEP particulièrement* - qui représentent 17 % de l'impact sur le foncier (*≈ 90 ha*).

La projection proposée à horizon 2025 puis 2042 sur le développement résidentiel induira une réduction théorique maximale de l'ordre de 30 % en projetant une densité de l'ordre de 12 logements par ha et une rétention foncière de 10 %. Cette réduction sera d'autant plus forte qu'1/3 du foncier sera mobilisé en densification sur des terrains d'ores et déjà consommés majorant la modération à près de 50 %.

La modération de la consommation foncière induite par le développement résidentiel sera donc à minima comprise entre 30 et 50 % permettant ainsi de répondre aux objectifs nationaux et d'intégrer les consommations annexes (*foncier bâti ou non consommé par l'habitat isolé et notamment certaines résidences secondaires*).

Intercom	Surfaces à mobiliser à horizon 2042 pour l'habitat				
	2025	2042	Ensemble	Densification	Extension
Perche ornaïen	257 ha	328 ha	585 ha	195 ha	390 ha
			<i>Incidence 0,25 %</i>	<i>1/3</i>	<i>2/3</i>

La projection proposée à horizon 2025 puis 2042 sur le développement économique induira une augmentation théorique maximale de l'ordre de 24 % (*278 ha en deux périodes : 163 ha puis 115 ha*) en y incluant le développement endogène sur des espaces majoritairement artificialisés.

La prise en compte du développement endogène implique une réduction de l'ordre d'1/3 de la surface considérée (*105 contre 163 ha*) projetant une majoration de seulement 13 % contre 75 % sans réaliser cette distinction ; l'enveloppe foncière de 115 ha servira de réserve valorisable uniquement après utilisation des premières enveloppes à horizon 2025.

La réserve de 115 ha correspond à une réduction de moitié de la dynamique annuelle 2025 permettant de pondérer fortement les besoins théoriques ; la modération vis-à-vis de la période de référence sera ainsi comprise entre 0 % et 20 % (*1/3 en densification / bloqué / non consommé sur l'enveloppe de 278 ha*).

Intercom	Surfaces disponibles à horizon 2025	Artificialisation potentielle (ETB 2015 – MAJIC)
Bassin de Mortagne	47 ha	37 ha
Collines du Perche normand	Val d'Huisne	35 ha
	Pays bellêmeois	25 ha
Cœur du Perche	Perche rémalardais	19 ha
	Perche Sud	9 ha
Hauts du Perche	Haut-Perche	14 ha
	Pays de Longny	14 ha
Perche ornaïen	163 ha	104 ha - 64 %

PONDERATION DE LA CONSOMMATION FONCIERE PROJETEE EN LIEN AVEC L'ARTIFICIALISATION DES SOLS, MAJIC 2015

L'annexe 1 du DOO présente les besoins chiffrés à l'échelle des EPCI et la modération théorique puis opérationnelle du foncier mobilisé à horizon 2042 ; objectifs et efforts permettant d'atteindre une **modération de l'ordre de 45 %**.

La modération complémentaire projetée permettra de compenser les surfaces artificialisées autour notamment de l'habitat isolé ou des secteurs de projet en périphérie des enveloppes urbaines.

Intercom	Surfaces à mobiliser à horizon 2042				
	Habitat	Economie	Ensemble	Densification 1/3	Extension 2/3
2025	257 ha	163 ha	420 ha	140 ha	280 ha
2042	328 ha	115 ha	444 ha	148 ha	296 ha
Pays	585 ha	278 ha	864 ha	288 ha	576 ha

Pour atteindre ces objectifs, la densité moyenne projetée a été adaptée aux contextes des intercommunalités permettant d'ajuster les évolutions tout en ciblant également des densités minimales en fonction de l'armature territoriale.

Les densités projetées suivent la répartition suivante :

- *Bassin de Mortagne : 13 lgts/ha*
- *Val d'Huisne / Perche rémalardais / Pays bellêmois : 12 lgts/ha*
- *Perche Sud / Haut-Perche / Pays de Longny : 11 lgts/ha*

Les projections conduisent à une augmentation de 50 % de la densité actuelle permettant à la fois d'améliorer nettement la dynamique observée au cours des années 2000 tout en restant sur des objectifs accessibles.

Une préconisation est également intégrée au DOO pour adapter - *en fonction des polarités* - les densités attendues en vue de limiter également l'étalement urbain par la mise en place d'objectifs minimaux en fonction du positionnement des communes dans l'armature du territoire.

- Mortagne au Perche > 14 / Bellême > 12 / Bazoches > 10 / Bellavilliers > 8 lgts/ha

Les attentes ciblées permettront de diversifier l'offre en logements en adaptant ces dernières aux caractéristiques des communes ; la densité sur certains pôles induira nécessairement la réalisation de logements collectifs ou d'un habitat individuel plus dense.

Le SCOT souhaite ainsi modifier les tendances notamment pour :

- Préserver le foncier agricole
- Conserver les espaces contribuant au maintien de la biodiversité
- Maintenir les continuités écologiques et leur fonctionnalité
- Réduire les déplacements automobiles
- Diversifier l'offre en logements et ainsi faciliter les parcours résidentiels
- Préserver l'attractivité et le cadre de vie du territoire.

Préserver le foncier agricole pour atténuer l'impact du développement et surtout maintenir le dynamisme et l'importance de l'activité agricole dans l'économie locale et la préservation des paysages

Intercom	Surfaces inscrites dans les documents d'urbanisme en 2013		
	Habitat	Economie	Ensemble
Pays de Mortagne	69 ha	54 ha	123 ha
Collines du Perche normand	156 ha	109 ha	265 ha
Cœur du Perche	86 ha	24 ha	110 ha
Hauts du Perche	74 ha	41 ha	115 ha
Pays	385 ha	228 ha	613 ha

L'analyse réalisée par la DDT sur les surfaces inscrites dans les documents d'urbanisme a montré l'importance des enveloppes et la disparité entre les anciennes intercommunalités (*62 ha pour l'habitat sur le Haut Perche contre 12 sur le Pays de Longny*). Les surfaces comptabilisées n'incluent pas l'intégralité des surfaces mobilisables en densification - *notamment dans les zones Uz ou Uy* - affichant ainsi une enveloppe globale sur moins de 30 documents presque équivalente à celle projetée par le SCOT sur une période de 30 ans.

La quantification initiale des surfaces a induit une prise en compte accrue de l'existant pour la spatialisation des besoins en matière de développement économique. La réarticulation sur l'ensemble des périmètres a permis de retrouver une plus grande cohérence entre les différentes polarités et dans une logique désormais intercommunale.

La planification à une échelle supra-communale mais également supra-communautaire bénéficie pleinement à la préservation du foncier agricole.

Maintenir la biodiversité et les patrimoines en vue de préserver les ressources du territoire, le cadre de vie et plus généralement l'attractivité du Perche ornais. Le développement du territoire se doit d'être respectueux de l'existant tout en essayant de redresser les tendances sur l'occupation / usage des sols.

Articuler le développement et la structuration de l'espace autrement, tels sont les objectifs du SCOT et des documents d'urbanisme à venir. L'idée est de proposer en innovant, en modifiant l'approche du développement entre l'espace urbain et l'espace rural.

Ces espaces bénéficieront de projets avec des dynamiques différentes mais adaptées en vue de renforcer notamment la proximité avec les centralités, les services, les commerces ou équipements du territoire → notion d'urbanisme plus compact et efficient favorisant des réponses multiples (*déplacements, maîtrise de l'énergie, attractivité des bourgs...renouvellement urbain*).

Protéger le cadre de vie à l'origine de l'attractivité du territoire en limitant le plus possible les enveloppes consommées et les évolutions pouvant nuire à l'image du Perche ornais. Les choix du SCOT induiront des évolutions sur la localisation des projets, la préservation de la trame verte ou architecturale pour mieux préserver les paysages qui contribuent pleinement à la richesse du Pays.

VI - Evaluation environnementale

Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L.104-2 du Code de l'urbanisme :

- décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement
- présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives
- expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu.

Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Conformément à l'article R.104-19 du Code de l'urbanisme, il est rappelé que le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

La stratégie environnementale du territoire a été intégrée tout au long de la procédure en vue de répondre aux besoins du territoire, aux attentes des habitants et des élus tout en favorisant le projet le plus respectueux des composantes environnementales et de ses incidences.

L'évaluation environnementale du SCOT s'appuie sur une évaluation multicritères / thématique qui permet in fine d'évaluer les incidences notables et prévisibles du projet. L'idée n'étant pas d'effectuer une étude d'impact complète de l'ensemble des options / incidences qui serait de toute façon impossible à réaliser en l'absence d'éléments suffisamment concrets sur les choix ou la réalisation des projets locaux.

Présentation du système d'évaluation des incidences notables

Impact plutôt favorable ou favorable	+
Impact compensé / équivalent / neutre	+/-
Impact plutôt défavorable ou défavorable	-

Le système d'évaluation doit ainsi permettre de caractériser les incidences des grands principes du projet de SCOT en fonction des enjeux environnementaux existants et plus spécifiquement des incidences sur l'environnement.

A noter qu'au regard de l'existant et en réponse aux attentes réglementaires multiples auquel le SCOT doit se soumettre, la plus-value environnementale est nécessairement élevée ; la prise en compte du contenu du SCOT en amont de sa finalisation - dans le cadre de l'élaboration des PLU(i) - a également été l'occasion de favoriser le respect de la hiérarchie des normes.

En réponse aux attentes réglementaires du Code, l'évaluation environnementale du SCOT doit répondre aux objectifs suivants :

- synthétise des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte
- analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document.
- analyse exposant également :
 - a) les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement
 - b) les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000
- expose les motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document
- présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement
- définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

A - Analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution

La partie 1.2 du rapport de présentation analyse l'état initial de l'environnement (EIE) et les perspectives de son évolution. Elle constitue ainsi le socle de l'évaluation environnementale en exposant les principales caractéristiques environnementales du territoire - dont celles des zones susceptibles d'être impactées - tout en y incluant les perspectives d'évolution.

L'EIE traite en particulier des composantes physiques et naturelles du territoire permettant d'aborder de manière transversale les paramètres essentiels à la compréhension du fonctionnement d'un territoire en complément du diagnostic socio-économique (*approche plus fonctionnelle*).

Cette première étape s'est déroulée préalablement sur la période 2013-2014 en vue de constituer l'état des lieux, de le présenter aux personnes et structures associées à l'élaboration du projet de SCOT puis de rédiger le volet diagnostic du rapport de présentation. L'état initial de l'environnement a ensuite été complété et ajusté afin d'intégrer quelques actualisations et compléments sur les perspectives de son évolution notamment.

La phase de diagnostic a été l'occasion d'échanger sur la perception du territoire avec les élus, acteurs, partenaires et associations pour construire collectivement le projet de SCOT lors d'une cinquantaine de groupes de travail et ateliers (*ateliers experts ou participatifs, réunions publiques, groupes de travail ou de restitution, comité de pilotage...*).

B - Analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement

Dans le cadre de son évaluation environnementale et conformément à l'article L.104-4 du Code de l'urbanisme, le projet de **SCOT doit décrire et évaluer les incidences notables** qui seront induites par sa mise en œuvre sur l'environnement. Il doit également évaluer les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier les incidences Natura 2000 ou sites similaires.

L'objectif étant, une fois l'identification des principaux impacts potentiels réalisée, de proposer - *si besoin* - des compensations ou actions permettant neutraliser ces derniers.

Les orientations du PADD sont issues de l'état des lieux puis des échanges entre les élus du territoire et les partenaires lors d'ateliers participatifs (*fin 2015 - début 2016*). A la suite de ces étapes, le DOO a été pré-construit à partir des choix retenus dans le projet politique permettant ainsi de répondre aux attentes réglementaires en fonction des besoins du territoire et des choix à réaliser pour ce dernier.

Le document final est l'aboutissement de nombreux échanges qui ont permis de faire évoluer progressivement le projet en y intégrant les attentes des habitants, des élus et des partenaires ; ce travail itératif débuté en juin 2013 permet d'aboutir à un projet équilibré.

Les sous-parties suivantes permettent d'évaluer les principales incidences du projet de SCOT sur l'environnement et de justifier également les choix effectués au titre de la protection de l'environnement. A noter que la démarche d'évaluation environnementale d'un SCOT reste une démarche relativement théorique d'un projet dont la majorité des choix définitifs sont inconnus dans un cadre qui reste très vertueux.

Il est également à noter que le nombre de communes et d'EPCI a conduit le territoire à programmer / projeter un développement à l'échelle des EPCI, sans ingérence locale donnant un aspect très conceptuel au développement projeté.

B.1 - Incidences notables et prévisibles de la mise en œuvre du plan

L'évaluation des incidences notables reprend la déclinaison des axes et orientations du DOO pour aborder l'impact potentiel du projet de SCOT ; la structuration du DOO et son articulation avec les axes / orientations du PADD est rappelé en préambule du DOO (*Pièce n°3 du SCOT*).

Axe 1 – Organisation de l'espace	
Polarisation du territoire et préservation des spécificités & singularité	L'équilibre du développement projeté s'appuie à la fois sur les caractéristiques de l'existant (<i>armature efficiente</i>) tout en ciblant un renforcement de l'accueil sur les pôles équipés en vue de mieux structurer le développement. Indirectement le renforcement de la polarisation du territoire permettra de protéger l'espace rural, le cadre de vie et l'attractivité du territoire en limitant fortement la dispersion et ses incidences → Objectif du SCOT : 2/3 de l'offre résidentielle sur les pôles (<i>favoriser un développement urbain plus compact, en cohérence avec l'armature existante</i>)
Développement maîtrisé & harmonieux	La lutte contre l'étalement urbain est l'une des priorités dévolue aux documents d'urbanisme depuis la loi Grenelle de 2010 impliquant de prioriser une partie du développement à l'intérieur du tissu bâti constitué en vue de limiter la régression des surfaces agricoles et naturelles. Le maintien du ratio 90/10 entre les espaces agricoles / naturels et les espaces urbanisés / urbanisables induit progressivement une limite à l'urbanisation et à ses contours → Objectif du SCOT : 1/3 en densification (<i>réduire les impacts environnementaux en favorisant l'utilisation de surfaces situées au sein de l'enveloppe urbaine</i>)
Maintenir les équilibres & spécificités	Le choix d'adapter la programmation du développement au positionnement de l'existant dans l'armature urbaine (<i>habitat / économie</i>) permet d'envisager des évolutions adaptées et rationnelles vis-à-vis de l'existant. La planification locale sera l'occasion d'adapter la réglementation aux caractéristiques du bâti et des sites → Objectif du SCOT : favoriser les choix aux réponses multiples (<i>offre / consommation foncière / patrimoine</i>)

Axe 2 – Prévention des risques, pollutions & nuisances	
Connaissance & adaptations aux risques	L'objectif du SCOT est l'intégration systématique des risques - <i>naturels ou technologiques</i> - connus dans la structuration du développement, la réglementation et la mise en place d'une amélioration / actualisation progressive des connaissances de ces facteurs pouvant exposer les biens et les personnes ; valorisation environnementale indirecte de ces espaces. → Objectif du SCOT : Améliorer progressivement la prise en compte des risques (<i>favoriser la préservation durable des continuités écologiques aquatiques et forestières par la prise en compte notamment des zones inondables / ZEC ou de glissements</i>)
Intégration des nuisances & gestion des pollutions	L'organisation du développement urbain devra nécessairement prendre en compte les pollutions et nuisances en vue de les intégrer / éviter tout en favorisant les choix contribuant à ne pas aggraver l'existant lors de la réalisation de nouveaux projets. La valorisation énergétique des « sites pollués » est une proposition de valorisation adaptée aux caractéristiques de certains sites dont l'ISDUND de Colonard-Corubert. → Objectif du SCOT : Préserver le cadre de vie en intégrant puis en compensant les nuisances potentielles (<i>améliorer la prise en compte de l'existant</i>)
Axe 3 – Gestion économe des espaces	
Lutte contre la régression du foncier non bâti	Le SCOT engage une nette transition dans l'utilisation de l'espace notamment sur les questions de densité (<i>passer de 8 à 12 lgts/ha → bonification de 50 %</i>), d'intensification du tissu bâti (<i>1/3 au sein de l'enveloppe urbaine</i>), de lutte contre l'étalement urbain (<i>obj. sur la vacance / formes urbaines / valorisation des espaces résiduels – hameaux, friches</i>). → Objectif du SCOT : Favoriser une utilisation plus efficiente de l'espace (<i>la modification progressive des formes urbaines, des choix d'implantation et des densités sont des réponses directes aux impacts du développement sur le foncier</i>)
Optimiser l'usage des sols	En continuité des objectifs de densité et d'intensification du tissu bâti, les objectifs de modération foncière viennent encadrer les choix et impulser une transition dans l'usage du foncier et l'impact induit par l'urbanisation. La consommation foncière liée principalement au développement résidentiel sera nécessairement moindre au cours des prochaines décennies que celle observée au cours de la période de référence (<i>≈ 29 ha/an entre 20001 et 2011 → modération de l'ordre de 54 % sur l'habitat / - 15 ha par an</i>). → Objectif du SCOT : Modération minimale de 10 % de la consommation foncière (<i>fixer des objectifs réalistes, en liaison avec les dynamiques observées / favoriser la mutualisation notamment pour les équipements, le stationnement et projets économiques</i>)
Favoriser des densités adaptées aux contextes	La densité moyenne à l'échelle du Pays puis des intercommunalités sera à décliner en fonction des polarités définies et de la localisation des projets. L'objectif étant de diversifier et d'adapter l'offre en fonction des contextes en vue de répondre aux enjeux relatifs à l'habitat. L'intensification du bâti et les obligations relatives à l'usage des sols à proximité des transports collectifs suivent la même logique permettant d'adapter les attentes pour une plus grande efficience de l'utilisation des espaces autour des transports. → Objectif du SCOT : Fixer des objectifs minimaux dégressifs en fonction du niveau d'équipement et de services des communes tout en adaptant la ventilation du développement projeté aux besoins réels des pôles (<i>fixer des objectifs réalistes, en cohérence avec les dynamiques observées</i>)
Principes à observer avant toute extension urbaine	La quantification du foncier disponible à l'intérieur du tissu bâti sera un préalable à la mobilisation du foncier en extension sur des terres majoritairement agricoles. Le seuil de 30 % de foncier en densification (<i>quantification systématique des espaces résiduels mobilisables</i>) et l'intégration des biens vacants dans les hypothèses de développement sont les principales dispositions permettant de valoriser la densification des espaces urbanisés. → Objectif du SCOT : 30 % du foncier à mobiliser en densification pour réduire l'artificialisation des sols et l'urbanisation rampante (<i>lutter contre l'étalement urbain</i>)

Axe 4 – Protection des espaces agricoles, naturels & urbains	
Préserver les patrimoines comme support d'un développement territorial durable <i>neutre sur le développement des exploitations</i>	Le Code de l'urbanisme permet au SCOT de lister, hiérarchiser puis définir le degré de protection souhaité sur les espaces et sites importants pour le territoire. Cette faculté permettra d'homogénéiser les pratiques des collectivités et d'adapter réellement la réglementation aux caractéristiques mais aussi aux usages de ces espaces. L'adaptation des règles simplifiera ainsi la préservation de la TVB et la protection du bâti en évitant notamment les phénomènes de sur ou sous protection ; à cette thématique s'intègre celle de l'amélioration progressive des connaissances et donc de l'identification dans les documents d'urbanisme des éléments patrimoniaux (<i>bâti remarquable, ensembles bâtis, trame arborée, territoires humides...</i>). Des dérogations sont envisageables en vue de préserver des espaces remarquables ou prendre en compte les risques dans le cadre notamment de projets agricoles ou publics ; dans le cas où l'implantation sur des espaces sensibles ne pourrait être évitée, la compensation des incidences sera systématiquement à prévoir. → Objectif du SCOT : Lister puis hiérarchiser les espaces agricoles, naturels et urbains à protéger dont les prescriptions et le degré de protection seront nécessairement adaptés à l'intérêt des espaces et des sites. Le développement des exploitations agricoles aura ainsi une incidence modérée dans ce contexte et amplement compensée par les apports de cette filière économique (<i>projets limités / en lien avec l'existant / incidences moindre que celles des infrastructures linéaires ou routières ; harmoniser les règles sur les évolutions projetées au regard de la naturalité des espaces et des enjeux transversaux présents</i>)
Modalités de protection des espaces favorables à la biodiversité	La prise en compte renforcée des espaces et milieux naturels s'intègre dans une logique de protection plus importante et cohérente de la biodiversité, en lien avec l'évolution des textes et le SRCE notamment. La préservation du capital environnemental est une nécessité pour le territoire car il constitue l'un des principaux atouts du Perche ornais ; dans un second temps, la prise en compte de cette problématique permettra d'engager une meilleure gestion et une reconstitution progressive des continuités / réseaux. En fixant le cadre, le SCOT engage une dynamique qui sera reprise par les EPCI dans une logique d'appropriation puis de déclinaison locale permettant d'affiner la connaissance et les restrictions de constructibilité au-delà des principaux espaces systématiquement pris en compte : N2000 / RNR / APPB / ZNIEFF de type 1 et éventuellement de type 2 / ENS / forêts et principaux boisements / cours d'eau / zones inondables / espaces bocagers / complexes humides...La prise en compte des espaces fonctionnels complémentaires de la TVB au sein des zones A et N des PLU(i) permettra de limiter les évolutions possibles (<i>habitat / activités isolées / exploitations / bâtiments d'intérêt public</i>), préservant ainsi ces espaces secondaires. → Objectif du SCOT : Préserver le capital environnemental en adaptant les projets (<i>engager un développement plus cohérent et soucieux des enjeux environnementaux</i>)
Verdissement & intégration des zones AU	En vue de favoriser l'intégration des projets dans l'environnement et ainsi atténuer l'impact du développement sur les paysages, le SCOT impose la préservation d'espaces de respiration, la préservation et la plantation de végétaux dans les zones de projet ainsi que la mise en place de surfaces perméables pour les parkings ou la gestion des eaux pluviales. → Objectif du SCOT : Ne pas conditionner l'intégration paysagère des zones résidentielles et des espaces économiques aux simples coûts de gestion et d'entretien en recherchant systématiquement une plus-value paysagère ou environnementale (<i>améliorer progressivement l'aspect paysager des entrées de ville et zones économiques</i>)

Axe 5 – Préservation des ressources	
Préserver les ressources naturelles	<p>Le principe suivant n'implique pas de commentaires complémentaires concernant l'incidence des dispositions du DOO sur l'environnement.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Permettre une valorisation adaptée des ressources naturelles (<i>exploitation autorisée en y intégrant la capacité et la renouvelabilité des ressources, des compensations ou réhabilitations dans le cadre notamment des carrières identifiées par le schéma départemental / régional</i>)</p>
Planification locale (eau / urbanisme)	<p>La thématique de l'eau et les attentes des documents de planification dans ce domaine ont été intégrées tout au long de la procédure en vue de faciliter l'atteinte des objectifs communs sur la protection des ressources / milieux, la prise en compte du risque inondation, les rejets des dispositifs d'assainissement ou la gestion des eaux pluviales.</p> <p><u>Alimentation en eau potable</u> : le SCOT encourage la protection des captages et intègre le niveau d'utilisation des ressources (<i>nappes / sources</i>), des usines de traitement et des réseaux d'adduction dont le rendement nécessite d'être globalement amélioré.</p> <p><i>Le niveau de charge des 40 usines était d'environ 50 % avec une production théorique de l'ordre de 1 846 m³/h et des ressources suffisamment abondantes et de qualité (SDE 2010). Le rendement des réseaux est à améliorer pour respecter le seuil de 85 % et la consommation par habitant est conforme à la moyenne nationale avec 150 litres par jour.</i></p> <p><u>Assainissement (ind/coll.)</u> : amélioration progressive du rejet et de la conformité des dispositifs individuels et des STEP qui disposent de plus de rendements satisfaisants (85 % des STEP) ou de projets permettant d'améliorer l'existant en répondant aux exigences réglementaires ; en cas d'insuffisances les projets de développement devront être différés dans le temps.</p> <p><i>Près de la moitié des habitants du territoire sont reliés à des dispositifs collectifs ce qui représente une part relativement importante pour un territoire rural avec un habitat historiquement dispersé. La capacité résiduelle des STEP était en 2013 de 500 EH pour une valeur médiane de 180 EH laissant ainsi une marge relativement importante pour l'accueil de nouveaux habitants.</i></p> <p><u>Gestion des eaux pluviales</u> : données insuffisantes au moment de l'élaboration du SCOT même s'il est à noter une évolution positive quant à la prise en compte des eaux pluviales / ruissellement dans les documents d'urbanisme et le souhait de favoriser des dispositifs perméables sur les zones à urbaniser d'une surface > à 10 000 m².</p> <p><u>Milieux aquatiques</u> : en lien avec la prise en compte de la TVB, le SCOT induira une protection accrue des cours d'eau, zones d'expansion des crues, têtes de bassin, territoires humides ou des haies tout en diminuant l'imperméabilisation des sols et en favorisant l'amélioration des connaissances locales. L'incidence prévisible est donc en ce sens pleinement favorable.</p> <p><u>Risque inondation</u> : la prise en compte des PPR, de l'atlas régional des zones inondables, des zones d'expansion des crues, des territoires humides, des dispositifs végétalisés et des haies contribuera pleinement à une meilleure intégration du risque inondation.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Intégrer globalement la thématique de l'eau en améliorant progressivement la prise en compte des différentes cibles en lien avec l'aménagement du territoire mentionnées ci-dessus permettant ainsi de réduire et compenser les nécessaires impacts du développement projeté (<i>rejets complémentaires, imperméabilisation, ruissellement ou pollutions diffuses, consommation d'espaces agricoles ou naturels, exploitation supplémentaires des ressources et gaspillage...être plus cohérent entre l'estimation des besoins et les incidences notamment sur la ressource</i>)</p>
Incidence sur les ressources et plus spécifiquement sur l'eau est facilement compensable malgré une augmentation théorique des besoins ce qui revient à évaluer positivement les changements à venir dans une perspective d'amélioration progressive et importante de l'existant.	

Axe 6 – Qualité urbaine, architecturale & paysagère	
Affirmer l'identité patrimoniale	<p>Le territoire du Perche ornaïen bénéficie d'un patrimoine bâti remarquable qui sera protégé à la suite d'inventaires qui permettront d'établir des prescriptions adaptées aux caractéristiques des éléments identifiés. Les constructions nouvelles devront de plus respecter les grandes lignes architecturales des bâtiments patrimoniaux notamment lorsqu'elles seront implantées dans les bourgs (<i>couvertures, aspect des façades et matériaux des menuiseries, implantation, hauteur, percements...</i>). La préservation de cet atout sera l'occasion de proposer une offre identitaire plus importante autour des patrimoines du Perche et ainsi contribuer pleinement à la sauvegarde de ces derniers.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Engager une valorisation économique et collective des patrimoines du Perche (<i>favoriser une préservation durable des patrimoines</i>)</p>
Préserver les paysages & le cadre de vie	<p>La protection de la trame paysagère et des milieux associés est l'un des objectifs prioritaires contribuant à préserver durablement le cadre de vie / attractivité du territoire. L'aspect protection sera complété par des aménagements facilitant l'intégration des projets dans l'environnement proche et si possible lointain.</p> <p>Le patrimoine bâti présent est reconnu par sa qualité et ses identités architecturales singulières. L'adaptation des règles sur les constructions nouvelles, les réhabilitations (<i>restauration / changement de destination / centres-bourgs</i>) et l'implantation paysagère ou architecturale des projets participeront pleinement au maintien de la qualité des patrimoines.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Protéger le patrimoine bâti et renforcer la trame paysagère (<i>maintenir la qualité du cadre de vie / lutter contre la banalisation des paysages</i>)</p>
Axe 7 – Habitat	
Accueil & politique nouvelle autour de l'habitat	<p>La transition souhaitée autour de l'habitat ne peut être que positive pour l'environnement car elle entraînera une approche nouvelle sur les formes urbaines, les densités, l'intégration architecturale et paysagère des bâtiments ou des zones, la réhabilitation de logements vacants ainsi qu'une réponse finalement beaucoup plus adaptée car réellement diversifiée (<i>quartiers dédiés à la diversification de l'offre en logements / offre singulière</i>).</p> <p>La mise en cohérence de l'accueil et de la production de logements avec le niveau d'équipement / services des communes entraînera une localisation préférentielle de près de 75 % de l'offre sur les pôles locaux du territoire (<i>rééquilibrer plus globalement l'accueil</i>).</p> <p>L'analyse plus fine des besoins en logements lors de l'élaboration des PLUi (<i>avec ou sans volet habitat</i>) permettra d'adapter la production / répartition / aspect de l'offre en vue de répondre à une demande, en cohérence avec les enjeux et attentes réglementaires.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Rompre avec l'offre actuelle de logements standardisés ne répondant pas aux besoins du territoire ou aux attentes des habitants (<i>actuels / futurs</i>)</p>
Adapter l'offre aux besoins ainsi qu'à l'existant	<p>En continuité du précédent principe, le SCOT souhaite accueillir de nouveaux habitants en engageant une rupture avec la production actuelle de logements (<i>polarités / densification / intensification / lutte contre l'étalement urbain / action contre la vacance</i>) et ce sur l'intégralité des 221 logements à réaliser par an jusqu'en 2042.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Produire une offre de logements attractive et diversifiée (<i>s'appuyer sur l'ensemble des potentiels et non plus exclusivement sur les lotissements</i>)</p>
<p>Malgré de nombreuses évolutions positives et simples à engager pour le territoire, le développement résidentiel aura nécessairement une incidence sur l'environnement avec une consommation du foncier agricole, une augmentation de l'impact sur les ressources et inévitablement certains milieux ou paysages. Les dispositions du DOO contribueront à atténuer au maximum l'impact du développement résidentiel sur l'environnement ; reste à engager une transition rapide en vue de minimiser l'impact sans pour autant finalement pouvoir le compenser avec près de 390 ha potentiellement artificialisables sur une période de 29 ans (<i>0,25 % du territoire pour l'implantation de 6 400 logements</i>) → près de 2/3 de cette enveloppe était d'ores et déjà inscrits dans les PLU/POS en 2013 induisant une évolution plus que modérée (<i>- 15 ha par an / modération de l'ordre de 54 %</i>) et projetée sur une période de 29 ans pour les 111 communes historiques.</p>	

Axe 8 – Transports & déplacements	
Politique des transports & déplacements	<p>Malgré des incidences positives pour l'environnement et le climat (<i>réduction des déplacements automobiles / cheminement doux / quartiers connectés / offres alternatives / mutualisation des stationnement / pérennisation des commerces</i>), la mise en 2x2 voies de la RN 12 et le développement des zones économiques autour des principaux axes routiers engendreront, à des échelles différentes, une incidence relativement importante sur l'environnement (<i>foncier artificialisé / bâtiments, exploitations d'espaces et milieux détruits ou fragmentés / augmentation du trafic automobile et ses impacts – émission GES / qualité de l'air / pollution des sols et indirectement de l'eau</i>). La surface mobilisée pour 1 km de voie à double sens peut être estimée à 2 ha contre à minima 5 fois plus sur certaines portions de la RN 12 en 2x2 voies (<i>voies / accès / bordures / aires / bassins...</i>).</p> <p>Le projet de mise en 2x2 voies de la RN 12 comporte deux phases dont la seconde, à plus long terme, possède un linéaire d'environ 1,5 km dans un site Natura 2000 (<i>ZPS - Forêts et étangs du Perche</i>) et une ZNIEFF de type II (<i>zones humides, forêts, étangs et coteaux du Haut-Perche</i>) ; secteur considéré également comme un axe migratoire secondaire pour l'avifaune. Le premier tronçon est uniquement concerné par la présence du Haut bassin de L'Huisne (<i>ZNIEFF de type II</i>). Une étude d'impact sera réalisée et des mesures compensatoires seront prises en vue de limiter les incidences avec par exemple la réalisation d'un passage entre les massifs forestiers pour le déplacement notamment des grands mammifères (<i>Etude OGE, 2013 – SRCE, 2014 – TVB SCOT, 2015</i>) et des bassins de décantation pour la filtration des matières polluantes.</p> <p>Les autres améliorations projetées, plus en lien direct avec l'aménagement dans le cadre des documents d'urbanisme, seront presque exclusivement réalisées sur des surfaces artificialisées permettant ainsi de valoriser l'existant sans amplifier les incidences. C'est le cas notamment du développement prioritaire à proximité des TC, des aires de covoiturage, des bornes électriques ou bien encore des cheminements doux.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Améliorer l'accessibilité du territoire tout en maîtrisant les flux et les incidences néfastes / notables de ces évolutions positives pour l'atteinte des objectifs généraux ; incidences qui dépassent nécessairement le simple cadre du territoire et du projet de SCOT avec une notion d'utilité publique (pas de prise directe du SCOT sur les incidences générées par le projet d'infrastructure linéaire)</p>
	<p>La correspondance recherchée permettra d'inciter l'usage des TC et donc de réduire celui de la voiture personnelle. Même si l'impact de ces dispositions restera faible, l'esprit de ces principes illustre une réflexion / transition en cours sur l'organisation du développement.</p> <p>Ces mesures auront également une incidence positive sur la consommation foncière et la diversification des formes urbaines permettant éventuellement d'utiliser ses nouveaux quartiers comme des exemples pertinents.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Simplement mettre en cohérence les politiques publiques (favoriser l'utilisation des TC / limiter les déplacements individuels / réduire les GES)</p>
	<p>La mutualisation des parkings, la perméabilité des espaces de stationnement, l'offre dédiée aux véhicules non motorisés sont des cibles directes rendues obligatoires par les dispositions du SCOT.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Impulser de nouvelles pratiques autour des transports (engager une transition écologique autour des déplacements)</p>
<p>Malgré de nombreuses dispositions favorables à la prise en compte de l'environnement, la mise en 2x2 voies de la RN 12 restera l'une des principales incidences programmées dans le cadre du développement du Perche ornaï avec une incidence potentielle sur près de 120 ha (<i>11,5 km de voies</i>) ; chiffres en cohérence avec les tableaux multicritères des analyses en cours de la DREAL sur les fuseaux des deux tronçons.</p>	

Axe 9 – Equipement commercial & artisanal	
S'appuyer sur les atouts pour développer les emplois	<p>Le SCOT affiche ici son souhait d'adapter la structuration de l'offre afin de suffisamment la diversifier ou de l'orienter sur l'économie verte ou grise.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Offrir des conditions propices au renforcement du tissu économique local tout en ciblant certaines filières ou certains débouchés (favoriser un développement local s'appuyant tout particulièrement sur l'identité locale)</p>
Permettre une évolution adaptée (commerce / artisanat)	<p>La structuration du développement commercial et artisanal projetée permettra de renforcer le tissu économique existant en cohérence avec les implantations actuelles et les besoins dans une logique de proximité. Cette mise en cohérence sera nécessairement un atout pour mieux organiser le développement économique, préserver la lisibilité des implantations, les dynamiques des sites ou des centres tout en maîtrisant les nuisances potentielles. Le fait de cibler les zones économiques structurantes ou principales permettra d'assurer une exemplarité dans la prise en compte des composantes environnementales sur ces sites et futures extensions tout en limitant la dispersion des implantations / évolutions.</p> <p>L'impact de l'évolution des entreprises isolées n'est pas réellement quantifiable dans la mesure où cette dernière est variable et que les projets doivent intégrer l'aspect paysager et la problématique agricole ; ces évolutions étant limitées et situées en continuité de l'existant elles n'auront pas d'incidences notables sur l'environnement.</p> <p>Malgré ces aspects positifs, le renforcement du tissu économique local induira nécessairement des incidences sur le foncier agricole et les espaces naturels, sans toutefois qu'ils soient nécessairement classés comme le montre la partie relative aux incidences Natura 2000. Sur 278 ha théoriquement mobilisables à horizon 2042, près de 185 ha en extension toucheront « nécessairement » des espaces non bâtis (<i>2/3 des besoins en extension soit au maximum 0,12 % d'artificialisation supplémentaire</i>). Tout comme pour le développement résidentiel, les évolutions positives et importantes projetées ne compenseront pas les incidences sur les sols et le foncier.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Améliorer la lisibilité, l'intégration et la structuration des espaces dédiés au développement économique par la mise en place d'une offre d'accueil diversifiée et ajustée aux besoins / capacités du territoire (prioriser les implantations au sein de l'existant sur des surfaces d'ores et déjà artificialisées en vue de limiter les surfaces mobilisées / incidences pour le développement économique)</p>
Développement économique et intégration des composantes environnementales	<p>La densification des espaces économiques, la production d'énergie renouvelable, la prise en compte des déplacements, l'intégration paysagère des bâtiments et des sites ou bien encore la prise en compte des eaux pluviales sont autant de mesures simples et accessibles qui contribueront pleinement à associer le développement à la prise en compte / protection de l'environnement.</p> <p>→ Objectif du SCOT : Créer une dynamique verte dans les zones économiques (améliorer sensiblement sur les zones existantes et dans le cadre des projets d'extension la prise en compte des composantes environnementales presque systématiquement exclues actuellement des réflexions - en dehors des contraintes réglementaires)</p>
<p>Malgré de nombreuses évolutions positives et simples à engager pour le territoire, le développement économique aura nécessairement une incidence sur l'environnement avec une consommation du foncier agricole, une augmentation de l'impact sur les ressources / émissions et inévitablement certains milieux ou les paysages. L'ensemble des dispositions du DOO contribueront à atténuer l'impact sur l'environnement qui sera finalement fonction de la dynamique économique et de la transition environnementale engagée. Le SCOT limite à une progression théorique et maximale de 9,6 ha par an le développement économique en priorisant notamment les implantations au sein de l'existant (<i>densification pour 1/3 des projets</i>).</p>	

Axe 10 – Equipements & services	
Richesse & proximité de l'offre (services / équipements)	La cohérence (ou rationalisation) des implantations (structurantes ou non) contribue pleinement à l'atteinte des objectifs relatifs aux déplacements, à l'énergie, à la lutte contre l'étalement urbain et à la réduction de la consommation du foncier. Situés majoritairement - et presque exclusivement - au sein du tissu bâti, les projets auront un impact fort pour le territoire et une incidence faible sur l'environnement. → Objectif du SCOT : Fixer un cadre aux implantations notamment structurantes (limiter les déplacements par la structuration d'un développement en phase avec l'armature et situé au plus près des besoins)
Coordonner la création et le développement des grands équipements et services	La mise en cohérence des politiques publiques est un enjeu fort du SCOT. Elle permettra sur cette thématique de répondre pleinement aux besoins identifiés en s'affranchissant des limites administratives locales. Les cibles identifiées permettront de concentrer les efforts dans un cadre commun partagé (résidences seniors / petite enfance / RN 12 / production énergétique / tourisme / déplacements alternatifs...). → Objectif du SCOT : Engager un renforcement ciblé des grands équipements / services (adapter l'offre aux besoins tout en recherchant une mutualisation à l'échelle du Pays favorisant ainsi une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux)

Axe 11 – Infrastructures & réseaux de communications électroniques	
Attractivité numérique	Incidences favorables indirectement sur l'environnement en dématérialisant le travail et en contribuant notamment à limiter les déplacements ou en relocalisant des emplois. → Objectif du SCOT : S'appuyer sur le développement des TIC pour soutenir l'emploi (rapprocher les territoires tout en limitant les déplacements)
Obligations relatives aux TIC	L'accès HD/THD dans les sites économiques majeurs ou les zones résidentielles est une condition essentielle au renforcement de l'attractivité local et de l'emploi ; incidences positives et indirectes sur l'environnement. → Objectif du SCOT : Intégrer systématiquement les TIC aux projets

Axe 12 – Performances environnementales & énergétiques	
Transition énergétique (consommation & production locale)	Incidences nécessairement positives sur l'environnement (développement des filières énergétiques locales – dispositifs renouvelables / réhabilitation thermique / déplacements alternatifs / intégration paysagère...). Le territoire fait également le choix de ne pas autoriser l'implantation de projet photovoltaïque sur des terres valorisables. → Objectif du SCOT : Engager des actions fortes dans le domaine du climat en vue d'accéder à une production locale / verte / durable (adapter la production d'énergies nouvelles aux choix sur la promotion des ressources locales ou des implantations)
Critères renforcés sur les zones nouvelles ouvertes à l'urbanisation	La prise en compte des composantes environnementales (intégration paysagère / cycle de l'eau / imperméabilisation / déplacements alternatifs / architecture...) est quasiment inexistante. L'objectif est d'engager une transition dans la perception de ces espaces qui nécessitent une attention particulière à cause de leur positionnement et des surfaces qu'ils occupent. → Objectif du SCOT : Modifier et systématiser la prise en compte des composantes environnementales dans les zones économiques (engager une transition environnementale)

Seuls les Axes 7 / 8 / 9 du DOO auront une incidence notable et réellement prévisible par l'intermédiaire du développement résidentiel, économique et du domaine des transports. Les choix effectués dans le cadre du SCOT - en application des attentes réglementaires du Code de l'urbanisme - permettront d'atténuer sensiblement les incidences qui découlent des aménagements programmés dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Le SCOT offre ainsi une réponse forte sur de nombreux enjeux environnementaux sur lesquels il est possible d'utiliser les leviers réglementaires existants :

- la modération de la consommation foncière limitant ainsi l'étalement urbain, favorisant ainsi les efforts sur les formes urbaines et la compacité / cohérence du développement recherchant en priorité l'existant / proximité en lien avec la problématique des déplacements et le maintien des services / commerces
- la délimitation progressive du contour des enveloppes urbaines / espaces bâtis en vue de figer la répartition des principales occupations du sol
- la protection des espaces urbains, agricoles, naturels et forestiers ; plus généralement de la biodiversité et des paysages
- la préservation de la richesse architecturale, des patrimoines et du cadre de vie
- l'intégration systématique des préoccupations environnementales notamment sur les zones économiques structurantes (stationnement / gestion des eaux pluviales / intégration paysagère / aspect architectural / production énergie renouvelable...)
- prise en compte des ressources naturelles et des impacts liés au renforcement de l'armature urbaine sur l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion de déchets, les milieux aquatiques, les risques ou les continuités écologiques (propositions ou évolutions en cours qui neutralisent les modifications induites)

A partir du cadre fixé par le SCOT les collectivités locales pourront, lors de l'élaboration des PLU(i), décliner les attentes tout en favorisant l'atteintes d'objectifs plus ambitieux permettant d'atténuer plus encore les incidences ou nuisances générées par le développement projeté.

Avec une modération de la consommation foncière théorique de l'ordre de 45 % ($\approx 19,9 \text{ ha/an}$), le SCOT assure une gestion économe de l'espace permettant de neutraliser une part importante des incidences de l'artificialisation qui sera amplifiée par une approche TVB / risque permettant d'adapter la constructibilité.

L'efficacité du développement recherché sera également positive pour le climat dans le cadre des efforts sur la vacance, la valorisation des ressources énergétiques locales ou les déplacements quotidiens.

Les incidences négatives sont contenues mais inévitables dans la projection de cette transition engagée pour l'aménagement du territoire. Cependant, les incidences positives sont nombreuses et proposent une réelle plus-value pour le territoire vis-à-vis des tendances observées par le passé.

C - Incidences Natura 2000 et sites similaires

C.1 - Présentation simplifiée du document d'urbanisme

Le SCOT est un document d'urbanisme qui encadre l'aménagement du territoire sur l'ensemble des politiques sectorielles sur une période de 20 à 30 ans. Il permet ainsi d'homogénéiser les pratiques et de structurer collectivement le développement du territoire à partir de l'identification des besoins et de choix effectués sur des orientations cadres :

- *Modération de la consommation foncière*
- *Protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*
- *Développement résidentiel*
- *Transports et déplacements*
- *Équipement commercial et artisanal*
- *Qualité urbaine, architecturale et paysagère*
- *Équipements et services*
- *Infrastructures et réseaux de communications électroniques*
- *Performances environnementales et énergétiques.*

L'évaluation environnementale réalisée en partie VI.B.I présente, en fonction des grands principes des 12 axes thématiques du DOO, les principales incidences positives et négatives générées par la mise en œuvre du projet de SCOT ; le résumé non technique - *pièce 1.4 du rapport de présentation* - reprend les principaux éléments sur la nature du projet.

C.2 - Désignation et caractéristiques des sites Natura 2000 et équivalents

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité. Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" datant de 1979 et de la Directive "Habitats" datant de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage ou des milieux naturels qu'ils abritent.

La structuration de ce réseau comprend :

- *des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs*
- *des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".*

Concernant la désignation des ZSC, chaque État membre fait part de ses propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (*proposition de site d'importance communautaire*).

Après approbation par la Commission, le pSIC est inscrit comme site d'importance communautaire (SIC) pour l'Union européenne et est intégré au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme ZSC.

La désignation des ZPS relève d'une décision nationale, se traduisant par un arrêté ministériel, sans nécessiter un dialogue préalable avec la Commission européenne. Au-delà de la mise en œuvre d'un réseau écologique cohérent d'espaces représentatifs, la Directive « Habitats » prévoit :

- *un régime de protection stricte pour les espèces d'intérêt communautaire*
- *une évaluation des incidences des projets de travaux ou d'aménagement au sein du réseau afin d'éviter ou de réduire leurs impacts*
- *une évaluation de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sur l'ensemble des territoires nationaux de l'Union Européenne.*

Ce dispositif européen vise à préserver des espèces protégées et à conserver des milieux tout en tenant compte des activités humaines et des pratiques qui ont permis de les sauvegarder jusqu'à ce jour. Pour atteindre cet objectif, les États membres peuvent librement utiliser des mesures réglementaires, administratives ou contractuelles selon le principe général de subsidiarité.

a) *4 Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) - 4 206 ha (2,7 % du Pays)*

- ***Bois et coteaux calcaires sous Bellême (FR2500109 - 2013 - 100 ha)***

Le site est composé de sept unités distinctes reposant sur les formations calcaires de l'oxfordien et offrant, en termes paysagers, d'intéressantes perspectives sur le Perche. Corrélativement à la diminution de la pression anthropique, les pelouses sèches à très sèches ont, dans la grande majorité des cas, évolué vers le fourré puis le stade boisé.

Toutefois, le caractère thermophile de certains secteurs, la diversité floristique et entomologique et les importantes populations d'orchidées sont autant d'éléments soulignant les fortes potentialités du site dans son ensemble (INPN).

➤ **Haute Vallée de la Sarthe (FR2500107 - 2009 - 3 789 ha / PPo 436 ha)**

A l'exception des têtes de bassin, le site correspond à une large vallée alluviale favorable à l'expansion des crues en hiver. Il est occupé, en majeure partie, par de vastes étendues de prairies naturelles maigres parcourues par un réseau hydrographique très développé (nombreux affluents, fossés) et présentant par endroit un caractère tourbeux. La nature alluvionnaire voire tourbeuse du sol favorise des cortèges végétaux remarquables (INPN).

➤ **Forêts, étangs et tourbières du Haut-Perche (FR2500106 - 2004 / PPo 3 670 ha)**

Ce site qui regroupe trois unités distinctes, s'inscrit dans la région naturelle du Haut-Perche, vaste ensemble géologiquement constitué d'argiles à silex, de sables du Cénomanien et parcouru de petites vallées recouvertes d'alluvions modernes souvent tourbeuses (INPN).

➤ **Carrière de Loisail (FR2502002 - 2008 - 0,07 ha)**

La géologie du site repose sur deux formations de craies séparées par une surface indurée. La couche inférieure dénommée "Craie glauconieuse" a subi les attaques de l'eau souterraine, provoquant ainsi une dissolution de la craie, matérialisée par des fissures puis des galeries. Le site de Loisail se place comme le premier lieu d'hibernation en Basse-Normandie par le nombre total d'individus de chauves-souris, 10 espèces sur les 17 présentes en Normandie, ont été observées dans cette cavité (INPN).

b) 2 Zones Spéciale de Conservation (ZSC) - 36,2 ha (0,02 % du Pays)

➤ **Bois et coteaux à l'Ouest de Mortagne-au-Perche (FR2500108 - 2006 - 36 ha)**

Ce site est constitué par quatre petits secteurs d'intérêt particulier implantés dans une région au relief mollement accentué suivant la topographie caractéristique du Haut-Perche : coteaux calcaires de Montméan, de la Minotière et de Bellevue, futaie des Guillets correspondant à une partie du parc d'un château. Aux pentes relativement fortes correspondent des matériaux géologiques à dominance calcaire ou à sables ferrugineux (INPN).

➤ **Carrière de la Mansonnière (FR2502003 - 2010 - 0,17 ha)**

La géologie du site repose sur deux formations de craies réparées par une surface indurée. La couche inférieure dénommée "craie glauconieuse" a subi les attaques de l'eau souterraine, provoquant ainsi une dissolution de la craie, matérialisée par des fissures puis des galeries. Un réseau karstique de 700 m de mètres de long a ainsi été mis en exergue. Cette grotte abrite cinq espèces de chiroptères reconnues d'importance communautaire. L'importance des populations recensées, associée à la présence d'habitats favorables à ces espèces font de cette grotte un site privilégié pour maintenir ces individus (INPN).

c) 1 Zones de Protection Spéciale (ZPS) - 24 713 ha (16 % du Pays)

➤ **Forêts et étangs du Perche (FR2512004 - 2006 - 47 588 ha au total)**

Vaste éco-complexe à forte dominance d'habitats forestiers, mais renfermant aussi des landes et de nombreux milieux humides : étangs, mégaphorbiaies, tourbières, prairies humides. La qualité des habitats, leurs liens fonctionnels et la quiétude globale du site sont particulièrement favorables aux espèces d'oiseaux à affinité forestière. Il n'existe actuellement pas de menace particulière identifiée (INPN).

d) 1 Arrêté de Protection de Biotope (APPB) : 20,7 ha (2002 - 0,01 % du Pays)

L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières. Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

➤ **Le Bassin de la Corbionne (FR3800599) a été classé en APPB en 2002 et concerne 7 communes du Pays (Condé-sur-Huisne, Coulonges-les-Sablons, La Madeleine-Bouvet, Le Mage, Bizou, Bretoncelles, Moutiers-au-Perche).**

L'ensemble du réseau hydrographique de "la Corbionne" et de ses affluents, totalisant environ 63 kilomètres de cours d'eau, s'écoule dans des vallées préservées de pâture et bois à faible pression anthropique. Le débit soutenu, la fraîcheur de l'eau, la variété et la qualité des habitats aquatiques sont à l'origine d'une faune piscicole remarquable. L'écrevisse à pieds blancs est présente sur certains ruisseaux. L'ombre commun occupe la partie aval du système hydrographique et la truite fario offre par endroits de très belles populations fonctionnelles. La lamproie de Planer espèce indicatrice de la fraîcheur et de l'oxygénation de l'eau est ici bien représentée (INPN, DREAL Basse Normandie).

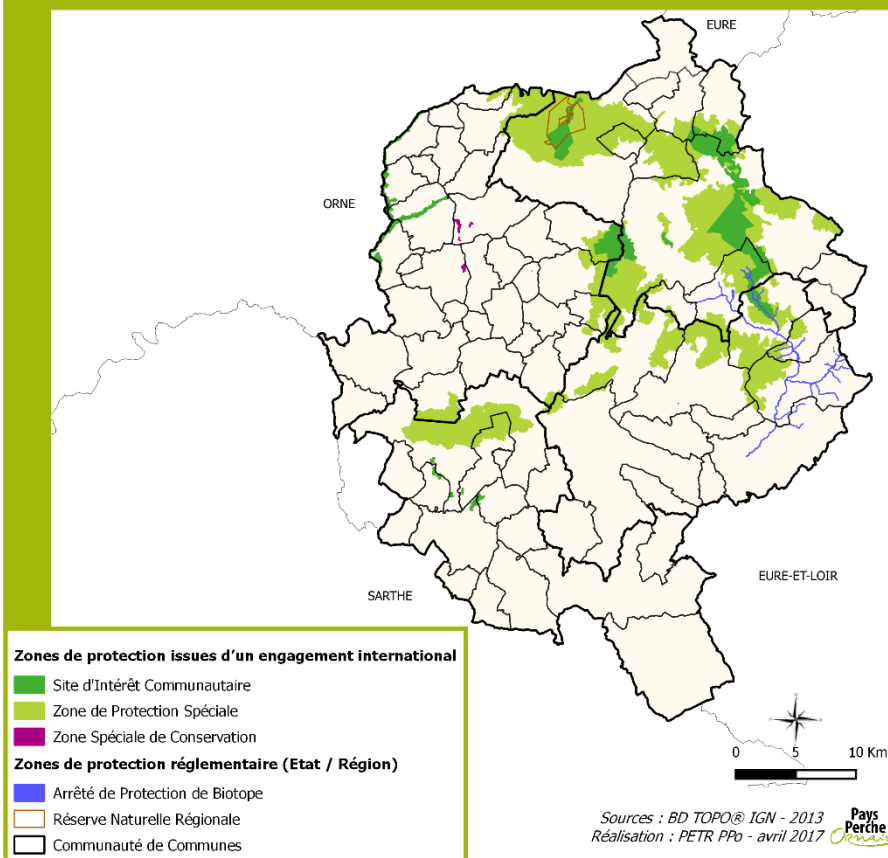
e) 1 Réserve Naturelle Régionale (RNR) : 780 ha (2010 - 0,5 % du Pays)

Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques de gestion que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont créées par les Régions. Elles constituent depuis 2002 une nouvelle compétence des Conseils régionaux en faveur de la biodiversité et la protection de la nature.

➤ **La clairière forestière de Bresolles (FR9300010) a été classée en RNR en 2010 et concerne 4 communes du Pays (Bresolles, Bubertré, Prépotin, Randonnai). Située au cœur de la forêt du Perche, la réserve naturelle de la clairière de Bresolles protège un ensemble d'habitats humides et forestiers avec notamment des formations d'habitats de forêts alluviales assez conséquents.**

Sur le site, on trouve 12 espèces de mammifères protégées au niveau national, notamment des chauves-souris : le murin de Daubenton, l'oreillard roux, la pipistrelle commune ou la noctule de Leisler. L'avifaune compte cinq espèces de pics (noir, mar, cendré, épeiche et vert), ainsi que la bondrée apivore, l'engoulevent d'Europe ou la cigogne noire. Dans les amphibiens et reptiles, on trouve la salamandre tachetée, les tritons crêtés, palmés et alpestres ou encore la vipère péliade. Côté insectes, on peut mentionner le criquet des clairières et l'agrion de mercure tandis que l'Avre abrite une population d'écrevisses à pieds blancs. Les mares forestières et leurs abords voient fleurir le trèfle d'eau et le rossolis à feuilles rondes. Leurs eaux abritent la petite utriculaire et l'utriculaire citrine (Réserves Naturelles de France).

Localisation des sites Natura 2000 ou équivalents



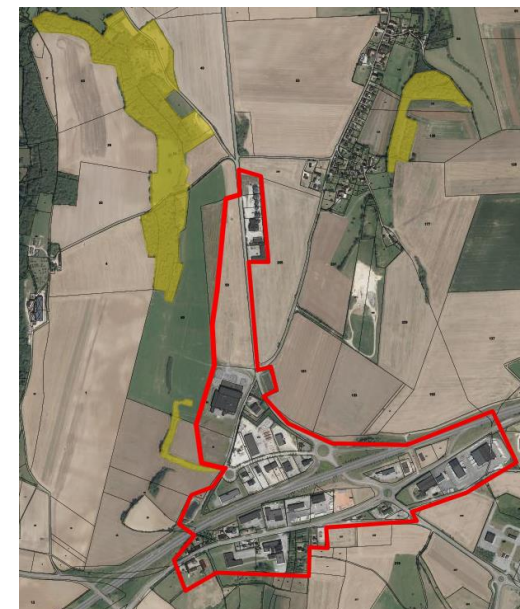
C.3 - Correspondance entre les incidences notables et les sites N2000

Les principales incidences du projet de SCOT et plus généralement du développement du Perche ornais seront sur le foncier avec un impact théorique maximal de l'ordre de 975 ha (0,63 % du Pays - dont projet RN 12) ; les sites N2000 sont intégrés en réservoirs de biodiversité avec un niveau de protection relativement strict et des évolutions autorisées à la marge induisant donc une incidence négligeable.

En mettant en correspondance les surfaces potentiellement consommées par l'urbanisation et les principaux réservoirs de biodiversité que constituent les sites Natura 2000, les RNR ou APPB, il est possible de déterminer les sites pouvant être touchés directement ou indirectement.

Incidences indirectes - issues majoritairement du développement théorique des zones économiques limitrophes dont la taille reste très modérée et adaptée à la ruralité du territoire.

- **ZSC « Bois et coteaux à l'Ouest de Mortagne »** (36,4 ha) : le site est situé en périphérie directe d'une partie de la ZA des Gaillons avec la présence d'un espace tampon de 0 à 100 mètres sur le côté Ouest ; le site à préserver, nettement sensible à l'empiétement (fiche FSD – vulnérabilité – FR2500108), n'est pas dans le sens de l'extension → absence d'impact direct et sensible pour un site bénéficiant d'une évaluation des incidences dans le cadre du PLUi du bassin de Mortagne au Perche approuvé le 15 décembre 2016.



LIMITE DE L'EMPRISE CONSTRUCTIBLE VIS-A-VIS DU SITE NATURA 2000 SUR LA ZA DES GAILLONS

- **ZPS « Forêts et étangs du Perche »** (24 713 ha sur le Perche ornais) : le site est situé en périphérie directe de la ZA des Réhardières sur la commune de Longny-au-Perche avec la présence d'un espace tampon de 0 à 250 mètres sur le côté Ouest ; le site à préserver n'est pas situé dans le sens de l'extension mais de la pente → élaboration d'un PLUi en cours sur cet espace tout en sachant qu'il n'existe pas de menaces particulières sur le site qui proviendrait d'une implantation jouxtant l'espace à protéger (fiche FSD – vulnérabilité – FR2512004). Une transition paysagère et écologique assurera la liaison entre l'espace naturel et l'espace économique permettant également de prendre en compte le SIC « Forêts, étangs et tourbières du Haut-Perche » (3 670 ha sur le Perche ornais) entièrement inclus dans la ZPS.



LIMITE DE L'EMPRISE CONSTRUCTIBLE VIS-A-VIS DES SITES NATURA 2000 SUR LA ZA DES REHARDIERES

- **ZPS « Forêts et étangs du Perche »** (24 713 ha sur le PPo) : le site est situé à environ 400 mètres d'une scierie et 180 mètres de la friche Dreux sur La Perrière ; le périmètre de l'ancienne ZICO « Forêt du Perche » impliquerait une plus grande vigilance sur les évolutions projetées → PLUi arrêté le 15 décembre 2016 en cours de finalisation. Il intègre une évaluation environnementale comprenant une évaluation des incidences propre. Le projet de SCOT n'induirait pas d'incidence.



LIMITE DE L'EMPRISE ECONOMIQUE DE LA FRICHE DREUX VIS-A-VIS DU SITE NATURA 2000

- **APPB « Bassin de la Corbionne »** (20,7 ha) : le site est situé à 15 mètres au Nord d'une parcelle identifiée dans le projet de SCOT comme pouvant être valorisée dans le cadre du développement économique du secteur du Perche rémalardais ; la pente du site est relativement faible (1,6 %) et impliquera une prise en compte d'un espace tampon comme transition entre l'espace urbanisé et le cours d'eau répondant ainsi aux exigences des dispositions de l'arrêté préfectoral de 2002.



LIMITE DE L'EMPRISE ECONOMIQUE DE LA ZA DE LA BOOZ VIS-A-VIS DE LA CORBIONNE

Les sites Natura 2000 et autres espaces remarquables sur le territoire du Perche ornais sont majoritairement des forêts, des étangs situés à l'intérieur des forêts, des coteaux ou des rivières situées à l'écart des principaux sites d'urbanisation.

Ces espaces naturellement protégés et valorisés ne seront pas impactés par le projet de SCOT ou les PLUi ; la mise en place d'espaces tampon ou de transitions entre le bâti et les espaces à protéger assurera pleinement la protection des espaces remarquables.

Incidences directes - issues majoritairement du doublement de la RN 12

- **ZPS « Forêts et étangs du Perche »** (24 713 ha sur le Perche ornais / 47 681 ha au total) : Le projet de mise en 2x2 voies de la RN 12 empruntera, à minima sur 1,5 km, un espace classé comme site Natura 2000. Le projet pourrait impacter près de 16,5 ha de ce vaste complexe pouvant ainsi toucher directement certains habitats forestiers, landes ou milieux humides et générer un dérangement plus important qu'il ne l'est actuellement (travaux / vitesse / flux de véhicules). Le projet n'est pas directement lié au projet de SCOT, fera l'objet d'une étude d'impact et de mesures compensatoires pour intégrer au mieux les composantes environnementales existantes, limiter les incidences sur le site et sa quiétude.

Le projet de SCOT n'aura pas d'incidences notables sur les sites Natura 2000 ou équivalents ; les évaluations environnementales des PLUi permettront de confirmer plus localement / spécifiquement cette analyse tout en l'adaptant au degré de précision des données disponibles dans le cadre des projets.

C'est notamment le cas des PLUi du bassin de Mortagne au Perche approuvé le 15/12/2016 et du PLUi du Pays bellémois arrêté le même jour et qui regroupe 49 des 111 communes historiques du Perche ornais.

C.4 - Impacts nécessitant une compensation

Les impacts potentiels nécessitant des compensations, au-delà des mesures d'évitement ou de réduction d'ailleurs généralement absents des PLUi, seront issus directement de l'aménagement de la RN 12. La réalisation de l'étude d'impact permettra pleinement d'identifier / quantifier / atténuer / compenser les dommages issus de cet aménagement routier (*lien évaluation environnementale de l'axe 8 / incidences directes et indirectes de l'évaluation des incidences Natura 2000*) en application de l'article R.414-23 du Code de l'environnement (*points III et IV notamment*).

Le projet de SCOT n'ayant pas d'incidences directes ou indirectes touchant un site Natura 2000, le document ne prévoit pas de mesures de compensation liées à sa mise en œuvre ; le SCOT n'engage pas directement de travaux ou une sélection de terrains permettant de mieux évaluer les incidences. Le cadre théorique du projet et la localisation des sites Natura 2000 permettent cependant d'affirmer l'absence d'incidences notables sur ces sites majoritairement isolés et exclus naturellement des évolutions projetées dans le cadre des aménagements / développement urbain puisque majoritairement aquatiques ou forestiers.

L'évaluation des incidences Natura 2000 s'achève donc à l'issue de cette évaluation préliminaire.

D - Mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables ou négatives

Le SCOT présente essentiellement des mesures d'évitement, de réduction ou d'accompagnement ; au regard de la nature et de l'ampleur du projet, il n'a pas été jugé nécessaire de mettre en œuvre des mesures de compensation à proprement parlé même si certaines dispositions contribueront à atténuer des incidences plus ordinaires (masque végétal / plantations de haies / usages alternatifs des bassins / production énergétique...).

La partie suivante présente notamment certains choix retenus au regard de la protection de l'environnement contribuant ainsi à réduire au maximum les impacts à la source :

- *Recentrer le développement autour des pôles en y localisant ¾ de l'offre (habitat / éco.)*
- *Réduire l'ouverture à l'urbanisation en obligeant une densification pour 1/3 de l'ensemble des besoins estimés et plus généralement modérer la consommation foncière de 50 %*
- *Permettre une ouverture à l'urbanisation plus efficiente en matière d'utilisation des sols (intensification du bâti / densités / formes urbaines / aspect / localisation des projets...)*
- *Améliorer l'intégration du cycle de l'eau dans les zones AU et diminuer l'imperméabilisation des sols*

- *Clarifier les évolutions possibles dans les espaces protégés au titre de la protection du patrimoine et/ou de la biodiversité ; s'appuyer sur les zones « à risque » pour préserver les continuités écologiques*
- *Favoriser l'utilisation des transports collectifs, l'émergence d'une offre alternative et plus généralement la réduction des déplacements individuels motorisés*
- *Optimiser la compacité et l'équilibre du développement pour réduire les déplacements*
- *Intégrer la capacité d'accueil du territoire dans la structuration des projets*
- *Favoriser une intégration paysagère plus qualitative des constructions et zones existantes*
- *Inciter à la mise en place de dispositifs renouvelables sur les bâtiments économiques*

A noter que les réponses du projet aux attentes réglementaires du Code de l'urbanisme impliquent nécessairement des évolutions positives vis-à-vis du contexte et des dynamiques actuelles. En ce sens, le SCOT est déjà une réponse pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du développement du territoire sur son environnement. Les incidences résiduelles sont donc malheureusement usuelles et induites par l'inexistence de solutions accessibles.

E - Justification des choix retenus au regard de la protection de l'environnement

En application de l'article R.141-2 du Code de l'urbanisme, le projet de SCOT doit expliquer les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma ; prise en compte en continuité des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national.

Les mesures d'évitement et surtout de réduction des incidences du projet en vue de favoriser la protection de l'environnement ont été intégrées directement aux différentes parties de l'évaluation environnementale et notamment à l'analyse des incidences notables / partie B.1 de la partie 6 (*objectifs du SCOT / compléments au regard de la protection de l'environnement*), et tout particulièrement aux points qui conduiront inévitablement à une incidence.

L'élaboration du SCOT s'est attachée tout au long de la procédure à favoriser les choix garantissant le moins d'incidences sur l'environnement et les ressources du territoire. Le contexte rural du territoire, les objectifs dévolus aux documents d'urbanisme et l'« ampleur » du développement projeté contribuent fortement à réduire les impacts à la source dans le cadre de la structuration d'un développement harmonieux et équilibré.

L'échelle d'élaboration du SCOT ne permet pas d'évaluer pleinement les incidences du développement local qui sera projeté au regard notamment de l'absence d'informations et du respect des objectifs propres aux PLU(i).

L'évaluation environnementale des plans et projets, au cas par cas, permettra d'affiner la conception de ces derniers tout en assurant la prise en compte des mesures destinées à en supprimer, réduire et compenser les effets dommageables.

F - Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma

Les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

L'évaluation s'effectuera dans un délai de 6 ans au plus après la délibération portant approbation du SCOT ; les résultats de l'application du schéma portent notamment sur l'environnement, les transports et déplacements, la maîtrise de la consommation de l'espace et des implantations commerciales permettant ainsi de délibérer sur le maintien en vigueur ou la révision (*partielle ou complète*).

Les indicateurs de suivi du SCOT sont présentés en page suivante

En application de l'article L.143-28 du Code de l'urbanisme, l'établissement en charge du SCOT évaluera - *6 ans au plus après la délibération portant approbation du document* - les résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales

Une délibération sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète fera suite à cette évaluation qui sera communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.

G - Résumé non technique

Se rapporter à la partie 1.4 du rapport de présentation

SCOT / Indicateurs de suivi

Axe du DOO	Objectifs	Sources	Objectifs	Sources
Organisation de l'espace	Evolution des pôles de l'armature territoriale (<i>population, logements, équipements, services, commerces, emploi</i>)	Insee / MAJIC / BPE	Evolution de l'offre touristique : hébergements, emploi, accueil, itinéraires	Insee / CD 61 / CDC
			Suivi de la fréquentation des sites majeurs	
Risques, pollution et nuisances	Suivi quantitatif de la population et des biens soumis à un risque (<i>ex. inondation</i>)	PPRI / AZI / BD Topo	Evolution de la qualité de l'air, des nuisances olfactives ou sonores (<i>PEB – points noirs</i>)	AirCOM / DDT
	Actualisation des inventaires théoriques des cavités et indices sur le Perche ornaïs (<i>nombre de communes / intercommunalités ayant engagé la démarche</i>)	DDT / EPCI	Actualisation des connaissances ZI/ZEC hors PPRi dans les PLU(i)	Pays / EPCI
Gestion économe des espaces	Suivi de la consommation foncière par EPCI et par destination puis en fonction de la nature et localisation des espaces consommés	MAJIC / EPFN	Evolution des densités (<i>nombre de logements réalisés par ha consommé, en fonction des périodes de réalisation</i>)	MAJIC / Sit@del
	Evolution périodique du Mode d'Occupation du Sol (<i>MOS</i>), à minima selon les grandes catégories suivantes : bâti / agricole / naturelle / forestière	Pôle géo. Normand / MAJIC / EPFN	Evolution de l'artificialisation et de l'étalement urbain (<i>croissance démo vs artificialisation – enveloppe urbaine</i>)	MAJIC / Insee / RGE (<i>évolution dans le temps</i>)
			Evolution de la SAU et des exploitations	RPG / RGA / CA 61
Protection des espaces agricoles, naturels et urbains	Evolution des périmètres réglementaires et inventaires (<i>N2000, ZNIEFF, RNR, APPB...sites / nombre et surfaces</i>)	DREAL	Prise en compte des continuités écologiques et restauration de ces dernières dans les PLU(i) (<i>nombre de documents / surfaces / linéaires</i>)	Pays / EPCI
	Inventaires / protections (<i>zones humides, haies, éléments ponctuels - TVB</i>)	EPCI / PLUi	Suivi des alternatives récréatives et écologiques dans les zones > 10 000 m ²	Pays / EPCI / PLUi
	Evolution du linéaire de haies et suivi quantitatif des plantations réalisées	BD Topo / BD Haies DDT / Bocage Pnr	Suivi qualitatif et quantitatif de la TVB (<i>réservoirs, continuités, milieux supports...</i>) dont les masses d'eau	DREAL / BD Topo / Eau France
Préservation des ressources	Eau potable : qualité, volumes prélevés, consommation globale et par habitant, rendement des réseaux et suivi de l'instauration des DUP	EPCI / SIAEP / SDE	Eaux usées : Evolution du raccordement aux dispositifs collectifs, du rendement des réseaux et de la conformité des dispositifs AC/ANC	EPCI / délégataires
	Eaux pluviales : évolution du linéaire et des dispositifs de traitement	EPCI / délégataires	Suivi des déchets (<i>production annuelle et collecte, ratio par habitant, évolution de la valorisation des matières collectées...</i>) et des carrières	Biomasse / SMIRTOM
Qualité urbaine, architecturale et paysagère	Intégration des inventaires, actualisation des connaissances (<i>bâti, éléments ponctuels...</i>) et instauration de règles dans les PLU(i)	EPCI	Avancement des inventaires sur le bâti réalisés par le Pnr du Perche (<i>nombre</i>)	PNR
	Suivi de l'élaboration des outils de protection du patrimoine (<i>SPR / PDA</i>)	DDT / ABF	Alertes paysagères sur les principales entrées de ville des pôles principaux	Pays
Habitat	Dynamiques démographiques des territoires (<i>évolution démographique, taille et évolution du nombre de ménages, structure de la population par âge</i>)	Insee	Evolution des apports migratoires et du solde naturel	Insee
	Evolution du parc de logements (<i>nombre, répartition, typologie, formes</i>) et de ses principales caractéristiques (<i>structure-mode d'occupation, taille, surface</i>)	Insee / Sit@del / Filocom	Suivi de l'évolution de la vacance et du parc de résidence secondaire	Insee / Filocom
Transport et déplacements	Evolution de la mobilité (<i>temps de déplacement et distances domicile/travail</i>)	Insee	Structuration résidentielle et le cas échéant apports démographiques autour des gares et haltes ferroviaires (<i>1 km</i>)	MAJIC / Insee
	Suivi du développement des offres alternatives (<i>covoiturage, pistes cyclables et cheminements, bornes électriques ou sites autopartage...</i>)	EPCI / BD Topo	Suivi de la fréquentation des axes routiers	CD 61
	Evolution de l'offre (<i>nombre de gares / haltes / arrêts</i>) et usages des transports collectifs (<i>bus / train / TAD</i>)	CD 61 / EPCI / SNCF	Suivi de la protection des chemins et itinéraires dans les PLU(i)	Pays / EPCI
Equipped commercial et artisanal	Suivi du développement des zones économiques par strate (<i>évolution de l'offre au sein des zones d'activités / bâtiments vacants / friches</i>)	MAJIC / PLUi	Evolution de l'économie locale (<i>emplois / entreprises / répartition entre les pôles / offres d'accueil</i>)	Insee / DIRECCTE
	Evolution du nombre de commerces sur les pôles et suivi quantitatif / qualitatif des entités commerciales > à 300 m ² ou > à 1 000 m ²	CCI / Insee	Evolution du chômage (<i>nombre de chômeurs / taux</i>)	Insee / DIRECCTE
	Suivi spécifique des filières (<i>tourisme / artisanat / commerces...</i>)	Insee / CCI / CMA	Suivi spatial du ratio population active / emploi (<i>EPCI / pôles</i>)	Insee
Equipements et services	Evolution de l'offre en équipements et services dans l'armature du territoire (<i>gammas de proximité, intermédiaire ou supérieure</i>)	Insee / BPE	Suivi des grands équipements réalisés à l'échelle du Pays (<i>RN 12, EHPAD, pôles de santé, accueils collectifs, gens du voyage</i>)	PETR / EPCI
Communications électroniques	Evolution de l'accès HD/THD des foyers et entreprises du Perche ornaïs	Orange / CD 61	Evolution de la couverture mobile du territoire et du développement des TIC	ARCEP
Performances environnementales et énergétiques	Bilan énergétique, analyse des secteurs énergivores et émissions de GES	Biomasse Normandie	Evolution des sources énergétiques et de la production d'énergie renouvelable	Biomasse / ADEME
	Quantification des grands projets et des équipements générateurs d'ER	Pays / ADEME	Evolution des moyens de transport des ménages (<i>part de l'automobile dans les déplacements / équipement auto</i>)	Insee
	Guichets habitat / énergie – plan bocage	Pays / Pnr		

6 ans au plus tard après la délibération d'approbation du SCOT, le PETR évaluera les incidences de la mise en œuvre du plan à partir des indicateurs de suivi mentionnés ci-dessus
→ Les données issues du rapport de présentation constitueront le T0 qui sera préférentiellement suivi d'une analyse avec une périodicité de 3 ans en vue d'ajuster si besoin les tendances